





fait et les conséquences de la première Intifada, mais j'estime qu'on ne peut l'exclure. En outre, si l'on en croit les études menées par les Américains après la guerre du Vietnam, les conséquences d'un conflit vécu par les pères se font sentir sur la deuxième génération.

**Vous vous dites convaincu que les effets de la situation actuelle seront encore pires que ceux de la première Intifada. En quoi les deux conflits se distinguent-ils ?**

Cette fois, on a assisté à une "barbarisation" des deux côtés: les attentats-suicides côté palestinien et la réponse militaire dans les territoires côté israélien. Les soldats ont dû entrer dans des maisons, violer l'intimité des personnes, faire du mal à des civils innocents, à des femmes et à des enfants. Il n'étaient pas préparés à se retrouver dans ce type de situation. La guerre n'est jamais saine, mais cet aspect-là -- faire la guerre à des civils -- est particulièrement malsain. Et il y a peu de chances pour que tous les soldats confrontés à ce type de situation suivent un traitement psychologique approprié. Car, encore une fois, l'armée nie les effets secondaires. Prenez l'exemple de Jénine: l'armée n'a pas souhaité que les soldats témoignent. Au-delà des raisons légales, le fait est que, à partir du moment où les gens se mettent à parler, **tout peut sortir**, et certains peuvent se rendre compte que ce qui s'est passé là n'entraîne pas dans la norme. Par ailleurs, les actes de vandalisme et de vols que l'armée a reconnus s'expliquant à la fois par le fait qu'il n'y avait pas d'ordres très clairs en termes de comportement et par la rage provoquée par les attentats.

**Après de telles expériences, quel regard ces soldats peuvent-ils porter sur les Palestiniens ?**

C'est une génération perdue. Pour que quelque chose de nouveau se produise entre les Palestiniens et les Israéliens, il faudrait dix années d'arrêt total des violences. Il faudra une nouvelle génération pour réhumaniser les rapports entre les deux parties et pour que disparaisse cette xénophobie à l'égard de l'autre.

Propos recueillis par **Stéphanie Le Bars**

*Le Monde*, 25 juin 2002.

Dan Bar-On a publié: "Legacy of Silence: Encounters with Children of the Third Reich" (1989), (on signale une traduction française), "Fear and Hope: Three Generations of Holocaust Survivors' Families" (1995), "The Indescribable and the Undiscussable" (1998).

**TOUT COMMENTAIRE SERAIT SUPERFLU**

Trois questions à... Daniel Seaman

**1 En tant que directeur du Bureau de presse du gouvernement israélien, organisme chargé de la presse étrangères, ne trouvez-vous pas que bannir les médias des zones de Cisjordanie où l'armée israélienne est engagée est une erreur ?**

Non, Israël est une démocratie, nous n'avons rien à cacher [**Et les armes nucléaires, Ducon ?**]. Interdire l'accès à certains endroits ne présente pour les médias des inconvénients que pendant quelques jours. Mais pour l'armée, c'est un gain de temps et elle peut se concentrer sur ses objectifs. Je me soucie davantage de ce que disent les médias israéliens que de ce que peuvent raconter les médias étrangers. Ceux-ci ont une attitude condescendante: ils pensent pouvoir donner des leçons aux médias israéliens, mais ce ne sont pas des journalistes étrangers qui pourraient faire d'éventuelles révélations ici, ce sont les israéliens. Ce n'est pas parce qu'ils sont patriotes qu'ils se tairaient.

**2 Que pensez-vous du travail des médias étrangers en Israël et dans les territoires palestiniens ?**

Le problème de la presse étrangère, c'est qu'une partie d'entre elle n'est pas professionnelle. D'une part, elle est animée d'un fort esprit de compétition et doit constamment envoyer des reportages, souvent au détriment de l'exactitude. D'autre part, elle entoure la lutte palestinienne d'une sorte de romantisme. C'est pour cela que **nous ne sommes plus aussi tolérants qu'auparavant** à l'encontre de ces journalistes non professionnels. **Il y en a assez d'être gentil**. S'ils ne nous respectent pas en tant que pays, qu'ils ne s'attendent pas à ce que nous les respections. Ces journalistes-là ne devraient plus voir leurs demandes particulières satisfaites. Par exemple, si une télévision est constamment hostile à Israël, pourquoi devrions-nous lui accorder un entretien avec notre premier ministre, Ariel Sharon ? Nous le donnerons plutôt à un médiateur ayant fait preuve d'objectivité.

**3 Visiblement votre position se durcit. Sur quels critères jugerez-vous qu'un médiateur est "objectif" ?**

Nous resterons très vagues à propos des critères, pour pouvoir garder une certaine marge de manœuvre. Nous voulons que la loi actuelle soit respectée. Si des journalistes la violent, par

exemple en entrant dans une zone interdite par l'armée, ils ne pourront plus revenir pendant un certain temps, disons une période de dix ans. Cela peut être gênant pour des journalistes qui, dans le but de faire carrière, doivent passer un moment dans cette région. Je n'aime pas devoir en arriver là, mais certains journalistes pensent qu'ils peuvent s'en sortir sans problème ici en employant des méthodes de travail qu'ils ne seraient pas autorisés à utiliser ailleurs.

**Propos recueillis par AJ**

*Le Monde*, 19 juin 2002

ISRAEL: LE PLUS GROS CONSOMMATEUR DE BARBELÉS DU MONDE

## APPEL URGENT

**Le couvre-feu permanent créé un désastre humanitaire**

16 juillet 2002

Depuis près d'un mois, deux millions d'habitants de Cisjordanie sont sous couvre-feu quasi permanent. Cette politique délibérée du gouvernement israélien a créé un désastre humanitaire dans toute la Cisjordanie. Les hôpitaux, les écoles, les universités, les institutions, qu'elles soient privées ou publiques, sont complètement paralysés.

De plus, le couvre-feu imposé par Israël a décimé l'économie, laissant un pourcentage considérable de Palestiniens sous le seuil de pauvreté, approchant le niveau de la famine.

Les couvre-feux imposés par le gouvernement israélien ont comme objectif, réussi, de détruire l'infrastructure socio-économique de la Palestine. Ces mesures de punition collective constituent une sévère violation du droit international et n'ont aucune justification en matière de sécurité. Aussi, nous sommes abasourdis et profondément inquiets de la faible réaction de la communauté internationale face à la création par Israël d'une situation de crise humanitaire s'intensifiant sans cesse.

**Ceci est un appel urgent à toutes les organisations humanitaires du monde entier pour qu'elles interviennent immédiatement**

Pour plus d'informations, contacter le Dr Mustafa Barghouthi au :

Medical Relief - 00 972-59-254-218

ou consultez notre nouveau site: <<http://www.upmrc.org>>

"Palestine Monitor Alquds" <[palmon@upmrc.org](mailto:palmon@upmrc.org)> Date sent : Tue, 16 Jul 2002

ABOULER LE GRISBI

## Israele riceve 150 milioni di \$ USA per aiuti civili 2001

Ran Dagoni, Washington

Israele ha ricevuto una parte degli aiuti civili USA per il 2001 all'ultimo momento, il 31 dicembre 2001. Gli USA hanno trasferito ad Israele 150, dei 720 milioni di dollari del pacchetto di aiuti civili per il 2001, il 31/12 solo poche ore prima della chiusura dell'anno finanziario.

Israele riceverà i residui 570 milioni di dollari nelle prossime settimane. L'ammontare totale era stato incluso in anticipo nel Bilancio dello Stato 2001. Poiché è pervenuto soltanto nel 2002, nel 2001 si è verificato un disavanzo finanziario.

Il disavanzo sarebbe stato maggiore se non fosse stato per gli sforzi dell'ambasciatore d'Israele negli USA David Ivry e dell'addetto agli affari economici dell'ambasciata a Washington, Boaz Raday.

In base alla legge per gli aiuti USA all'Estero degli anni 2001-2002, Israele è iscritto a ricevere 2,76 miliardi di dollari, di cui 2,04 miliardi sono aiuti militari e 720 milioni aiuti civili.

Israele dovrebbe ricevere gli aiuti civili non oltre 30 giorni dopo l'entrata in vigore della legge, ma spesso i lavori del Congresso USA su questa legge non sono completati prima del termine dell'anno finanziario USA, al 30 settembre.

<<http://www.globes.co.il/serveen/>>

Le quotidien financier israélien *Globes*, 1 er juin 2002.

BANDE ADHÉSIVE

## Colonies pénitentiaires

par Tanya Reinhart

La bande de Gaza est la réalisation parfaite de la conception qu'ont les Israéliens de la "séparation". Entourée de barrières électrifiées et de postes militaires, totalement isolée du monde extérieur, Gaza est devenue une prison géante. Près d'un tiers de ses terrains ont été confisqués pour être donnés aux 7.000 colons israéliens qui y vivent (avec leur troupes protectrices), tandis qu'un million de Palestiniens doivent s'entasser dans les zones restées inoccupées de cette vaste prison. Sans travail, sans revenus, ce sont près de 80% des résidents de Gaza qui dépendent, pour leur survie, de l'UNRWA ou d'aides de pays arabes et d'organisations non gouvernementales caritatives. Aujourd'hui, Israël envisage sérieusement d'y emprisonner les familles de kamikazes ayant commis un attentat-suicide et originaires de Cisjordanie [1]. Pour reprendre l'expression d'un analyste israélien, Gaza peut servir désormais "de colonie pénitentiaire" d'Israël, devenir son "île des réprouvés, son Alcatraz."

(Nahum Barnea, *Yediot Aharonot*, 1er juin 2002).

Tel est le futur que Sharon et l'armée israélienne réservent tout aussi bien à la Cisjordanie. Tandis que l'on construit, d'ores et déjà, la clôture extérieure, les opérations militaires israéliennes en cours ont tout l'air d'être la phase finale de la mise en application des plans des Forces armées de défense visant à rétablir une administration militaire totale (laquelle avait été abolie dans de larges parties de la Cisjordanie au fur et à mesure de l'avancée du processus d'Oslo). Bien qu'Israël décrive toutes ses actions comme autant de réactions spontanées à la terreur conjoncturelle, le plan avait été entièrement détaillé par les médias israéliens, dès mars 2001, soit peu après l'arrivée au pouvoir de Sharon. Alex Fishman, analyste militaire du quotidien *Yediot Aharonot*, a expliqué que, dès Oslo, "l'armée israélienne considérait les territoires occupés comme s'ils avaient constitué une seule entité territoriale", ce qui imposa certaines contraintes à l'armée israélienne et permit un relatif niveau de liberté pour l'Autorité palestinienne, et aussi pour la population palestinienne. Le nouveau plan représente un retour au concept d'administration militaire que nous avons connu dans les années d'avant-Oslo: les territoires occupés seront divisés en dizaines de "cellules isolées", chacune d'entre elles devant être confiée à telle ou telle unité militaire, et "le commandant local aura toute latitude de décider de manière discrétionnaire" quand tirer, et sur qui. (*Yedioth Aharonot*, supplément du week-end, 9 mars 2001).

La première phase de ce plan, à savoir la destruction des institutions de l'Autorité palestinienne, a été menée à bien au cours de l'opération "Rempart", en avril dernier. En pratique, depuis lors, les villes et les villages de Cisjordanie ont été complètement isolés. En sortir même à pied, chose qui était auparavant possible, jusqu'à un certain point, ne l'est plus et se déplacer entre les "prisons territoriales" requiert désormais des permis officiels délivrés par les autorités militaires israéliennes. Des soldats et des tireurs empêchent toute personne "non autorisée" de se rendre sur les cultures, sur les lieux de travail et d'étude, ou même à un dispensaire pour y recevoir des soins.

Toutefois, à la différence de l'administration militaire de la période pré-Oslo, l'armée affirme clairement qu'elle n'a aucunement l'intention de mettre en place une quelconque administration civile qui prendrait en charge les besoins quotidiens de deux millions de Palestiniens, tels l'alimentation, les services sanitaires, les ordures et l'assainissement. Pour ces tâches, un semblant d'Autorité palestinienne sera maintenu, bien qu'en pratique on ne la laissera pas fonctionner.

Comme l'a indiqué une "source militaire" au quotidien *Ha'aretz*, "les conclusions internes des échelons sécuritaires, à la suite de l'opération "Rempart", montrent que le fonctionnement des services civils de l'Autorité palestinienne a atteint un niveau de déréliction sans précédent, en raison essentiellement des destructions occasionnées par l'opération de l'armée israélienne à Ramallah (qui a comporté, notamment, la destruction systématique d'ordinateurs et de bases de données). Si l'on y ajoute les restrictions très sévères imposées aux déplacements, la population palestinienne est en train de devenir, pour reprendre les mots de l'armée elle-même "pauvre, dépendante, sous-employée ou au chômage, sous-alimentée, poussée à bout"... Les réserves financières de l'Autorité sont en passe d'atteindre le fond... Dans un futur pas très éloigné, la majorité des Palestiniens ne pourront assurer un minimum de survie qu'en recourant à l'aide internationale."(Edition hébraïque de *Ha'aretz*, Amos Har'el, 23 juin 2002). Comme on le constate, la Cisjordanie est menée tout droit au niveau de pauvreté endémique régnant dans la bande de Gaza.

Priver les Palestiniens de leurs gagne-pain n'empêche pas Israël, néanmoins, de déployer des efforts substantiels pour obtenir une diminution -- voire un arrêt -- de l'aide internationale (qui leur est destinée), au prétexte que cette aide serait détournée afin d'aider les terroristes et leurs familles. A l'issue de sa nouvelle "opération", Israël a "décidé de bloquer l'afflux des aides alimentaires et médicales provenant d'Iran et d'Irak aux Palestiniens des territoires" (*Ha'aretz*, Amos Har'le, 24 juin 2002). L'aide humanitaire iranienne et irakienne est une cible facile pour Israël, ces pays appartiennent à l'"Axe du Mal". Toutefois, Israël a entrepris de lancer une campagne plus ambitieuse: l'Union européenne, le donateur le plus généreux pour l'Autorité palestinienne, est soumise à des pressions constantes d'Israël l'incitant à stopper ses aides, qui sont utilisées, entre autres, pour payer les salaires des enseignants et des travailleurs de la santé. La tactique est toujours la même: Israël fournit certains documents supposés établir une complicité de l'Autorité dans le terrorisme. Toute aide à l'Autorité palestinienne devient, dans ce cas de figure, une aide apportée au terrorisme [2].

L'aide humanitaire de l'UNRWA est la prochaine cible sur la liste. L'Agence des Nations Unies pour les Secours et le Travail des Palestiniens au Moyen-Orient (UNRWA) est devenue la principale source de denrées alimentaires pour les Palestiniens vivant dans les territoires assiégés. Ses rations alimentaires sont distribuées non seulement dans les camps, mais également dans les villages, et dans les villes. La quantité des rations alimentaires distribuées par l'UNRWA a quadruplé en deux ans [3].

Récemment, Israël a entrepris une campagne, aux Etats-Unis et à l'ONU, afin de réclamer un ré-examen de la manière dont fonctionne l'UNRWA, qui gère les camps de réfugiés palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Israël accuse les agents de cette agence d'avoir tout simplement ignoré le fait que des organisations palestiniennes transformaient les camps en bases terroristes et exige de cette Agence qu'elle fasse un rapport à l'ONU sur toute activité militaire ou terroriste à l'intérieur des camps... En même temps, des lobbyistes juifs et pro-Israéliens mènent une campagne parallèle, aux Etats-Unis... Les lobbyistes juifs américains basent leur action sur le fait que les Etats-Unis assurent actuellement environ 30 % du budget annuel de l'UNRWA (400 millions de dollars), et qu'ils sont par conséquent en position d'exercer leur influence sur l'agence: un refus par le Congrès d'approuver le financement américain de l'UNRWA serait susceptible d'en désorganiser gravement les opérations. (*Ha'aretz*, 29 juin 2002, Nathan Guttman). La campagne des lobbyistes ne demande pas encore l'arrêt de l'aide -- voire même de la présence de l'UNRWA sur le terrain -- mais son exigence, impossible à satisfaire, que l'UNRWA joue un rôle actif dans "la guerre contre le terrorisme" ("en signalant les actions militaires ou terroristes") est un premier pas dans cette voie [4].

Depuis le 11 septembre, Sharon s'applique à échafauder une analogie entre les territoires occupés et l'Afghanistan (dans son analogie, l'Autorité palestinienne jouerait le rôle d'Al-Qa'ida). Il ne cesse de déclarer que la solution au terrorisme palestinien, ainsi que les "réformes" requises, doivent suivre les grandes lignes tracées en Afghanistan. L'analogie est d'une transparence effrayante: en imposant leurs "réformes" en Afghanistan, les Américains réduisaient à la famine des millions et des millions de personnes. Voici comment Noam Chomsky décrit la situation: "Le 16 septembre, le *New York Times* écrivait que «Washington avait demandé aussi au Pakistan un arrêt total des livraisons de pétrole... et l'élimination des convois de camions qui assuraient la plus grande partie des fournitures en produits alimentaires et autres produits de première nécessité aux civils afghans.» D'une manière étonnante, ce rapport ne suscita pas de réaction détectable en Occident, ce qui suffit à rappeler à qui aurait tendance à l'oublier la véritable nature de la civilisation occidentale dont tant les dirigeants que les commentateurs appartenant à l'élite se proclamaient les hérauts. Au cours des jours suivants, ces exigences trouvaient satisfaction... "La vie du pays tenait à un fil", avait commenté un humanitaire rapatrié, "et ce fil, nous venons de le couper." (*New York Times Magazine*, 30 septembre). D'après les plus grands journaux du monde, alors, Washington exigeait que le Pakistan assume la mort d'un nombre énorme d'Afghans, dont plusieurs millions déjà au bord de la famine, en coupant les subsides très limités qui les maintenaient en vie." (Interview avec Michael Albert, repris dans Noam Chomsky, *911*, Seven Stories, 29 septembre). Arundhati Roy avait résumé la situation, à l'époque, en écrivant: "Voyez la "justice infinie" de ce siècle nouveau: des civils meurent de faim, en attendant d'être tués (par les bombes)" (*Guardian*, 29.09).

Le nouveau degré atteint dans la "séparation" à l'israélienne ne peut plus être comparé à l'apartheid de l'Afrique du Sud. Comme l'a déclaré Ronnie Kasrils, ministre sud-africain des richesses hydrauliques, dans un interview à l'hebdomadaire *Al-Ahram Weekly*, "le régime sud-africain d'apartheid n'a jamais entrepris le type de répression qu'Israël est en train d'infliger aux Palestiniens." (28 mars 2002). Nous assistons à la mise à mort quotidienne et invisible des malades et des blessés auxquels on dénie les soins médicaux, des personnes affaiblies qui ne

peuvent survivre dans les conditions actuelles de nouvelle pauvreté imposée, et ceux qui sont menacés par la famine.

Néanmoins, le débat public en Israël tourne autour de questions d'efficacité: est-il possible d'arrêter le terrorisme avec de telles méthodes ? Et, à supposer que ce soit le cas, en avons-nous le droit ? Est-ce là ce que nous, Israéliens, voulons être ?

Un peuple a volé l'«agneau de son voisin, pauvre [5]». Gaza et la Cisjordanie représentent 22 % de la terre d'Israël-Palestine, où les Palestiniens vivaient autrefois. Sur ce minuscule territoire, vivent trois millions de personnes, qui ont leurs espoirs, leurs rêves et leurs besoins, exactement comme nous. Depuis Oslo, on les a bernés avec des promesses qui parlaient d'évacuation des colonies et de leur redonner leurs terres, exactement au même moment où nous, nous étions en train de les emprisonner dans la bande de Gaza, leur volant encore une parcelle supplémentaire de leur territoire, en Cisjordanie, et en ne leur laissant aucun espoir, quel qu'il soit. Le peuple palestinien se bat pour sa liberté. Les crimes du terrorisme palestinien ne sauraient lever notre propre responsabilité dans nos propres crimes.

Avant Oslo, aussi, il y avait eu une vague d'attentats-terroristes horribles. Mais, à l'époque, après chacun des attentats de ce genre, on entendait le slogan: "Israël, hors des colonies !" On comprenait encore, à l'époque, que lorsque vous ne laissez aucun espoir au peuple, rien ne peut empêcher la folie des attentats-suicides. Il n'est pas trop tard pour se retirer des territoires occupés.

#### Notes :

[1] Au cours de sa réunion du vendredi 21 juin 2002, le cabinet israélien "s'est prononcé en principe en faveur de l'expulsion des familles de kamikazes de Cisjordanie vers la bande de Gaza... La mise en application de cette politique d'expulsions ne dépend plus que des résultats des études de faisabilité juridique." ("L'armée israélienne prête à expulser les familles de kamikazes", par Aluf Benn, Amos Har'el et Gideon Alon, *Ha'aretz*, 23.06.2002).

[2] Voici un exemple des pressions exercées sur la Communauté européenne :

"Les documents saisis au cours des derniers mois dans les bureaux de l'Autorité palestinienne, dont certains ont été rassemblés dans le document compilé par le ministre sans portefeuille Dan Naveh à la suite de l'opération Rempart, ont été présentés la semaine dernière à la délégation de l'Union européenne en Israël et à des représentants du Fonds Monétaire International, au cours d'une réunion avec des officiers des Forces israéliennes de défense. Naveh affirme que ces documents apportent la preuve que des financements européens ont bien été détournés afin de financer le terrorisme et la propagande anti-israélienne ("incitement"), et que d'autres ont bien trouvé le chemin qui aboutit dans les poches des principaux responsables de l'Autorité palestinienne.

Le chef de la délégation de l'UE en Israël, Giancarlo Chevillard, a déclaré à *Ha'aretz* qu'à cette réunion, la délégation a eu la preuve qu'Arafat finance le terrorisme, mais il a ajouté qu'Israël n'avait pas apporté de preuve que des aides financières européennes destinées à payer les salariés d'employés de l'Autorité palestinienne aient été détournées afin de financer des attentats terroristes. Un autre officiel de haut rang dans cette délégation, s'est déclaré extrêmement sceptique quant à l'existence de preuves d'un financement du terrorisme au moyen d'aides européennes financières détournées par l'Autorité palestinienne...

Il n'en reste pas moins, qu'à la lumière des accusations israéliennes, le comité du budget du Parlement Européen a retardé, la semaine dernière, le transfert de 18,7 millions d'euros d'aide financière destinée à l'Autorité palestinienne, jusqu'à ce que l'Union ait remis un rapport sur les modalités d'utilisation de ces fonds... " (*Ha'aretz*, 06.06.2002, Yair Ettlinger). Cette somme, gelée, a été débloquée depuis, en dépit de la continuation des pressions israéliennes sur l'Union européenne.

[3] Amos Har'el : L'armée israélienne neutralise l'Autorité palestinienne, et les organisations humanitaires font ce qu'elles peuvent pour la suppléer ("The IDF neutralizes the Palestinian Authority, and humanitarian organizations try to replace it", *Ha'aretz* Hebrew edition, 23.06.2002, op. cit.).

[4] La campagne anti-UNRWA indiquait, auparavant: "Dans des courriers envoyés à (Kofi) Annan en mai, le sénateur américain républicain Arlen Specter et le représentant démocrate Tom Lantos accusaient l'agence de l'ONU de fermer les yeux sur des activités terroristes dans les camps, voire de les favoriser. Specter a dit que les écoles de l'UNRWA faisaient la promotion de sentiments anti-israéliens et antisémites, tandis que Lantos affirmait que l'Agence permettait aux terroristes de s'organiser, à l'intérieur même des camps de réfugiés." (*Inter Press Service*, 24.06.2002).

[5] Bible, Samuel II, 12:11: "Le Seigneur a envoyé Natan à David. Il vint vers lui et lui dit: "Il y avait deux hommes, dans une ville; un riche et un pauvre. 12:2 Le riche avait beaucoup de troupeaux d'ovins et de bovins, 12:3 mais le pauvre n'avait rien, si ce n'est une petite agnelle qu'il avait achetée et élevée. Elle grandit avec lui, et lui avec ses enfants. Elle mangeait dans son plat, buvait dans sa coupe, dormait sur ses genoux, et était comme une fille, pour lui. 12:4 Un voyageur vint voir le riche, et celui-ci s'abstint de prélever sur son propre troupeau afin d'accueillir le voyageur dignement. Il vola l'agnelle du pauvre, la sacrifia et l'apprêta pour l'offrir en festin de bienvenue à l'homme qui venait le voir."

*Yediot Aharonot* (quotidien israélien) du dimanche 30 juin 2002

[traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier] in AMFP *Bulletin d'information* 202 du 20 juillet 2002.

## AVEUGLEMENTS

### International Civilians Witness Mass Detention

Ramallah. -- 20 international civilians are in Amaari Refugee Camp near downtown Ramallah and 15 more are being detained by Occupation forces. They are witnessing Israeli soldiers take men, ages 15 to 50, from their homes. Soldiers are going house to house, marking those they have checked. The internationals are reporting that over 150 men are being held in a school

field under the hot sun. Many of the Palestinian men have been held since the operation began at 0430. The men have been split into three major groups, with some smaller groups being held at gunpoint in other locations. Many of the men are tied and blindfolded. The entire camp has been sealed off by Israeli tanks and APC's.

The soldiers are interfering with witnesses who are trying to insure that the Palestinian's human rights are not being violated. Occupation forces are refusing to give their names or numbers to the international witnesses and have fired warning shots over their heads. The soldiers are denying entry to one group of internationals and have threatened individuals with arrest. Article 33 of the Fourth Geneva Convention states "No protected person may be punished for an offense he or she has not committed", and "collective penalties and likewise all measures of intimidation or of terrorism are prohibited".

June 30, 2002. For more information in Amaari contact : Huwaida Arraf 067 473 308, Tamara Rettino 056 489 346, Megan McKenzie 056 367 148, Amy Laura Cahn 056 383 263.

For more information on The International Solidarity Movement : Adam Shapiro 052 642 709, Huwaida Arraf 067 473 308.

## L'AFFAIRE DE LA FUITE

### Una macchia sul Muro del Pianto: i mistici gridano al miracolo

Medio Oriente (CNN) -- Una misteriosa macchia umida è comparsa sul Muro del Pianto, il luogo più sacro per l'ebraismo, a Gerusalemme.

Per alcuni mistici ebrei non ci sono dubbi: la macchia è il segno dell'imminente arrivo del Messia. Secondo gli archeologi, invece, potrebbe essere causata da una tubatura rotta.

La macchia, lunga circa 40 centimetri e larga 10, è apparsa questa settimana, attirando una folla di curiosi. Molti ebrei osservanti non riescono a nascondere la gioia nel vederla e ritengono che sia un segno divino la sua comparsa a due settimane dal Tisha B'av, il giorno in cui viene ricordata con la preghiera e il digiuno la distruzione del Tempio ad opera dell'imperatore romano Tito nel 70 d.C. e di cui il Muro del Pianto è l'unico pezzo rimasto.

Nei testi cabalistici -- spiega un uomo che distribuisce libri di preghiera davanti al Muro del Pianto -- è scritto che quando sgorgherà l'acqua dal Monte del Tempio (che per l'Islam è la Spianata delle Moschee, che sovrasta il Muro del Pianto), quello sarà il momento della rivelazione del Messia.

"Il momento è arrivato", aggiunge.

Il rabbino Shmuel Rabinovitch, invece, offre un'interpretazione diversa. "Alcuni lo considerano un simbolo della distruzione del Tempio, o pensano che il Muro stia piangendo con noi in questo difficile momento, in cui i nostri figli vengono uccisi e in cui ci troviamo alle prese con la sofferenza, la privazione e la morte", ha spiegato alla radio dell'esercito israeliano, riferendosi al conflitto israelo-palestinese.

Di tutt'altra idea sono invece gli archeologi, secondo cui la macchia è causata da un problema decisamente più terreno.

"Al momento non è chiara l'origine della chiazza -- ha spiegato Jon Seligman, esperto dell'ente archeologico israeliano -- ma viste le passate esperienze riteniamo possa essere causata da un qualche problema a una delle tubature situate dall'altra parte del muro".

Seligman ha detto che il problema dovrà essere discusso con le autorità islamiche che amministrano la moschea situata sulla Spianata sostenuta dal Muro del Pianto. "Potrebbe asciugarsi già questa settimana", ha anticipato.

Il Muro è anche uno dei simboli del contenzioso su Gerusalemme che oppone israeliani e palestinesi: il luogo sacro all'ebraismo si trova infatti nella parte vecchia della città, quella conquistata da Israele con la guerra del 1967.

Il Muro del pianto, peraltro, è alla base della Spianata delle moschee sacra agli islamici. La questione della sovranità dei luoghi santi è una delle più spinose fonti di disaccordo tra negoziatori israeliani e palestinesi.

Cnnitalia.it : <<http://www.cnnitalia.it/2002/MONDO/mediooriente/07/04/murodelpianto/index.html>>

4 luglio 2002. Messo in Rete alle 20:53 GMT

LES COLONIES DANS LES FAITS / SETTLEMENT FACTS  
Number of settlements in the West Bank (5,640 sq. km.) : 130  
**Number of settlements in the Gaza Strip (360 sq. km.) : 16**

**Number of settlement areas in East Jerusalem : 11**

**Number of settlement areas in the Golan Heights : 33**

**Total settler population in the West Bank and Gaza Strip : 1972 : 1,500 ; 1983 : 29,090 ; 1992 : 109,784 ; 2001 : 213,672.**

**Total settler population in East Jerusalem : 1972 : 6,900 ; 1992 : 141,000 ; 2000 : 170,400.**

**Total settler population in the Golan Heights : 17,000 Palestinian population :**

-- 2 million in 650 locales in the West Bank (including 200,000 in East Jerusalem)

-- 1.1 million in 40 locales in the Gaza Strip

An estimated 100,000 Israelis, comprising 50 percent of the settler population, reside in eight settlements. The average population in the remaining one hundred forty settlements is 714. Built-up settlement areas occupy 1.4 percent of the West Bank's 5,640 sq. km. Settlement boundaries enclose almost 10 percent of West Bank territory. In addition, with the outbreak of the al-Aqsa intifada in September 2000, Israel appears to be planning "no-go" areas between 70 and 500 meters wide around each settlement and every military installation in the occupied territories. According to the YESHA Council, 3,000 settlers--comprising 1.5 percent of the settler population of 200,000--in the West Bank (excluding East Jerusalem) and the Gaza Strip--moved out of the settlements during 2001. This exodus was more than compensated for by natural increase and an influx of new residents, enabling the settler population to grow at a rate of 5 percent.

#### TAS DE FERRAILLE

Fruits of the Intifada: that month another Mirkava and an armored bulldozer were both destroyed near Balata Camp in Nablus on February 26, 2002. While the "Israeli" army was withdrawing from Ramallah in March, 2002, the burning remnants of another Mirkava were also reportedly seen. It was no longer possible for the "Israeli" military establishment to pretend that the destruction of the first Mirkava was an exceptional aberration.

Neither is the importance of these precedents derived from the simple, yet ingenious, means the Palestinians used to destroy the Mirkava beasts. Take for example the story of the first Mirkava in Gaza: an explosive charge of somewhere between fifty and one hundred kilograms of C-5 was detonated with a remote control device thus inducing a hole fifty centimeters wide in the base of the sixty-five ton tank that sent the engine inside the guts of the tank, the tower off the top, and most of the crew to a special Palestinian Arab hell.

THAT, in and of itself, is a great testimony to the power of the people over advanced technology in the hands of an oppressive power. But the Mirkava III is not just any tank, and it isn't only the kind of tank of which the IDF employs 3600, out of a total of 5000 tanks (the other 1400 are American Abrams I tanks). The Mirkava III is supposed to be the jewel of "Israeli" military industry, a marvel of Jewish genius applied to advanced technology, so to speak. It **was** marketed around the world as the tank with a **zero** percent hit ratio to the crew where other tanks have an average of 26% hit ratio (or possible injury to the crew operating the machine).

Why not? It is sheathed in three layers of armor for extra protection, especially in its tower. Its engine lies in the front of its structure.

The ammunition for its gun is encased in special containers that are supposed to be fire and explosion-proof. It is equipped with a special electromagnetic system for identifying potential dangers. Its air-conditioning system was designed to provide protection for the crew inside against chemical, bacterial, and radio-active emissions. It has infra-red night vision. Entry and exit takes place from a backdoor. It can store more ammunition than usual for tanks which enables it to stay longer on the battlefield. In short, the Mirkava III has so many features, it has helped the "Israeli" military command develop a severe superiority complex, but that arrogance of power was badly wrecked on the rock of Palestinian Arab popular resistance when Intifada II beat down the Mirkava III.

Not that this is merely a matter of egos or morale, despite the decisive importance of the latter in battles. In fact, the repeated destruction of the Mirkava III tank had dire ramifications for "Israel" strategically and economically, i.e., for Zionist power and money.

For one thing, despite all the Zionist and American fanfare about Arab and Islamic long-range missiles, "Israeli" leaders have always said that "Israel" cannot be destroyed with missiles, but only with a land invasion. Given the very narrow depth of the "Israeli" strip of land, this has meant that maintaining superiority in tank divisions became a strategic imperative if conventional land incursions are to be prevented. Hence the sequence of Mirkava I, Mirkava II, Mirkava III, and Mirkava IV (under development). The point is that if the Palestinians have found the Achilles heel of the Mirkava, and were thus able to bring it down using relatively simple means, then the whole Zionist defense credo of relying on superiority in tanks to defend "Israel's" existence becomes a house sitting on sinking sands. Should there arise a determined leadership willing to take the confrontation with Zionism to the end instead of the political

parasites drooling over a Palestinian statelet under any condition and sacrifice of principle, the whole Zionist military credo would be thrown into disarray.

On the economic front, the destruction of the Mirkava III in the West Bank and Gaza dealt a severe blow to Zionist efforts to market the Mirkava III worldwide. Its exorbitant price suddenly went down considerably in international arms markets. Its prospects in China, India, Africa, and some small European states where the "Israeli" Defense Ministry was marketing aggressively were shattered. A lot of effort was expended to convince Turkey to buy one thousand Mirkava III's. A factory was built in Mexico, with American financing, to supply Mirkava III's to the Latin American arms market. Now all that is in the winds.

Consequently, the destruction of the Mirkava has brought about Zionist losses that exceed the immediate loss of personnel and equipment inherent in the tanks destroyed. It has damaged the reputation of the allegedly invincible Mirkava III and the reputation of "Israeli" armored divisions thereof, not to mention the damage to the alleged "Israeli" technological and industrial superiority. The economic losses have not only hurt "Israeli" military industry and trade, but the profitability of the American investors who financed the factory in Mexico as well. Strategically, the destruction of the Mirkava has ripped a big hole in the Zionist military credo as well. It has also demonstrated once more what a people can do when they are truly determined to face down a technologically more advanced adversary.

"Israel" had freaked out in 1999 when Egypt signed a deal to buy a stock of 120 millimeter shells for its tanks, known as "the silver bullet", that are made out of depleted Uranium. As it turned out, Mirkava's are not exactly immune to those. But still, the Palestinian Arab resistance has managed to inflict so much damage on "Israel" itself with the destruction of the Mirkava without any "silver bullets". **And such are the fruits of the Intifada.**

The Free Arab Voice

(Adapted freely from an article in *Gulf Defence Magazine*, issue 63, May 2002, pp. 68-73, by Dr. Khair Eddin Abdul Rahman.)

<http://www.freearabvoice.org/newsbytes/destructionOfMirkavaIII.htm>

## ISRAEL BOYCOTT REVISITED

We are grateful for the *Guardian's* acknowledgement (Clarifications, July 11) that it wrongly associated our names with a petition calling for individual sanctions against Israeli academic institutions (Israeli boycott divides academics, July 8). The letter to the *Guardian* that we did sign (April 6), together with hundreds of other academics, including some from Israel, was milder in tone and simply urged European governments to consider temporarily excluding Israel from European funding schemes.

We both regret it did not explicitly condemn Palestinian terrorism as well as Israeli aggression. And we both have misgivings about sanctions that might have no effect on the Israeli government, while penalising individual academics. We signed reluctantly, out of desperation, at a time when Israel was ignoring pleas from the entire world, including even its usual sponsors, the US.

The flood of more or less vituperative correspondence we have received suggests that the call for academic sanctions **has hit home**. Many correspondents from Israel and the US have accused us of anti-semitism, **even of holocaust denial**. Ludicrously, many have appealed to biblical dogma or to the historic persecution of Jews, **as if these could somehow justify** current oppression of Arabs.

Even Jonathan Freedland (Boycott the boycotters, July 8) sees the call for academic sanctions against Israel as a "painful echo" of "the Nazis' first steps towards the Final Solution". This is nonsense. One of the reasons Hitler was able to develop such abhorrent policies was the failure of the rest of the world to protest against them.

One of us (CB) has worked and published with Israeli scientists and has been a member of an academic study group that works to strengthen links with Israel. We are both sensitive to the argument that even the modest academic sanctions that we supported might hurt liberal academics opposed to their government's actions. For this reason One of us (RD) has stated publicly (*Daily Telegraph*, May 16) that he now regrets signing the original letter.

But exactly the same arguments were adduced against the South African sanctions, which certainly affected many innocent victims. Those sanctions potently signalled the disapprobation of the civilised world and contributed greatly to the defeat of apartheid. No wonder, then, that **Archbishop Tutu was one of the first supporters of the call for academic sanctions against Israel.**

Prof Colin Blakemore, Prof Richard Dawkins University of Oxford  
*The Guardian*, 13 juillet 2002  
<<http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4460648,00.html>>

#### L'ENVOYÉ DES TUEURS

Avant de prendre son poste d'ambassadeur d'Israël à Paris, Nissim Zvilli a accordé une interview au journal israélien *Yediot Aharonot* dans laquelle il a affirmé son intention d'entamer un dialogue avec la communauté musulmane de France afin d'expliquer les positions israéliennes et tenter de rabaisser le niveau de haine. Zvilli, qui a toujours été proche collaborateur de Shimon Perès prendra ses fonctions en octobre prochain. Selon lui, la France n'est pas plus antisémite ou antisioniste que les autres pays comme la Hollande ou la Belgique. **Il pense que si l'on pouvait classer le niveau de haine des différents pays envers Israël, la France se placerait quelque part au milieu.** Tunisien de naissance, il affirme bien connaître le monde arabe et est persuadé qu'il pourra renouer le dialogue avec la communauté arabe de France.

*Arutz 7*, 7 juillet 2002

*Ce type-là, qu'est ce qu'on va en faire ? Des merguez ou des boulettes ?*

#### CRISE

D'après une source juive, l'infame Barnavi doit sa nomination d'ambassadeur à Paris aux excès de son prédécesseur, le diplomate de carrière Ben Elissar qui aurait trouvé la mort entre deux prostituées africaines dans un grand hôtel parisien. Qui trop embrasse mal étreint. On connaît ces expectases. La chose en soi est sans importance mais la presse **l'a curieusement passé sous silence**. Ce qu'on voudrait savoir, en fait, c'est ce qui se passe, ou se passait à l'ambassade d'Israël à Paris. L'incendie dont elle vient d'être victime ne paraît pas si naturel que ça. Les autorités l'ont déclaré "accidentel" avant même que les flammes aient été éteintes. Personne ne s'est mis à gémir. Il est évident que l'on veut cacher quelque chose. Mais quoi ?

<<http://www.dtext.com/raphael-cohen/ondees/ondees1524.html>>

#### LE QUARTETTE EN COGNE MAJEURE

The "Quartet" consisting of leaders from the United States, Russia, the European Union and the United Nations is scheduled to meet in New York today **to discuss Yasser Arafat's future** as head of the Palestinian Authority. Following US President Bush's speech several weeks ago in which he indirectly called for Arafat's removal from power, the US has adopted a policy which calls on the Arabs under PLO rule to choose new leaders who will commit themselves to carrying out reforms. However, the other three Quartet members feel that Arafat should remain in power since he is the "elected" leader of the Arab public.

*Arutz 7*, 16 juillet 2002

*Nous appelons le peuple américain à se débarrasser de ses chefs corrompus et incompetents pour choisir à la place des leaders responsables disposés à réformer leur système politique vermoulu. Sayonara.*

#### NON GRATOS

#### Ted Turner et Israël

AFP -- jeudi 20 juin 2002, 18h21. Israël déploie des efforts à travers le monde pour tenter de contenir ce qu'elle considère comme une couverture partielle par certains médias occidentaux du conflit israélo-palestinien.

M. Turner, vice-président du groupe AOL Time Warner qui possède CNN, a rendu furieux les Israéliens en affirmant dans une interview publiée mardi par le quotidien britannique *The Guardian*, qu'ils commettaient, comme les Palestiniens, des actes de "terrorisme".

"Les Palestiniens se battent avec des kamikazes, c'est tout ce qu'ils ont. Les Israéliens (...) ont une des plus puissantes machines militaires au monde. Les Palestiniens n'ont rien. Alors qui sont les terroristes ? Je dirais que chaque partie est impliquée dans le terrorisme", a-t-il dit.

"Si M. Turner s'était exprimé en Israël, j'aurais agi pour qu'il soit considéré comme persona *non grata* chez nous", a déclaré le ministre israélien des Télécommunications Reuven Rivlin.

M. Rivlin, membre du parti Likoud (droite) du Premier ministre Ariel Sharon, a indiqué que la télévision satellitaire "Yes" céderait un créneau à Fox pour rivaliser avec CNN.

Le député du Likoud, Avraham Hirschson, s'est prononcé pour la suppression pure et simple des émissions de CNN en Israël en accusant la chaîne d'adopter "une attitude systématiquement hostile et sympathisante des organisations terroristes ou extrémistes".

"Même aujourd'hui, alors que nous enterrons 26 de nos civils, Turner compare notre politique d'autodéfense au terrorisme des porteurs de bombes palestiniens", a-t-il ajouté.

Selon la presse israélienne, les habitants des colonies de peuplement de Cisjordanie et de la bande de Gaza ont été notifiés de ne plus traiter avec les journalistes de CNN en raison de sa couverture "partiale".

Après la levée de boucliers provoqués par ses propos, M. Turner a ensuite déclaré "regretter que l'on ait pu imaginer" qu'il mettait dos à dos "le terrorisme et les actions menées par Israël afin de se protéger". "Mes commentaires s'inscrivaient dans un entretien de deux heures que j'ai accordé il y a deux mois et où je condamnais le nombre de morts", a-t-il dit.

CNN avait publié de son côté un communiqué se désolidarisant des propos de son patron.

Le représentant en Israël de CNN s'est refusé à tout commentaire.

La chaîne CNN a souvent été accusée en Israël de partialité dans sa couverture du conflit avec les Palestiniens. Elle est aussi mise en cause par des Palestiniens qui la surnomment "Zionist News Network".

L'Etat juif réagit fermement dès qu'il estime que des officiels ou autres personnalités publiques adoptent une position pro-palestinienne.

L'épouse du Premier ministre britannique, Cherie Blair, avait dû présenter des excuses publiques mardi après avoir déclaré que les jeunes Palestiniens avaient le sentiment de n'avoir "plus d'autre espoir que de se faire sauter".

Des groupes pro-israéliens actifs en Europe et aux Etats-Unis **tentent d'influencer la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien. La tactique consiste notamment à publier des rapports critiques de certaines couvertures, à tenir des conférences de presse pour dénoncer des "préjugés" et à boycotter certains médias.**

## FUSILS CONTRE DISQUES DURS

ASSOCIATION "POUR JERUSALEM, Présidente Danielle BIDARD, *Sénateur* ; Vice-Présidents: André DULAIT, *Sénateur*, Claude ESTIER, *Sénateur*, Daniel GOULET, *Sénateur*.

Jeudi 11 juillet 2002. **COMMUNIQUÉ**

Profitant de l'absence du président de l'Université d'Al Quds de Jérusalem, Monsieur Sari Nussaibeh, en mission à l'étranger, les forces armées israéliennes ont occupé les locaux administratifs de l'université. Des archives, des documents universitaires: **dossiers et disques durs d'ordinateur, ont été dérobés.** L'association Pour Jérusalem condamne ces actes inadmissibles. Cette nouvelle atteinte au patrimoine intellectuel du peuple palestinien n'est pas un acte d'autodéfense mais une volonté de nuire au travail des chercheurs.

Le docteur Sari Nussaibeh, par son action dans la coalition israélo-palestinienne pour la paix a pourtant clairement choisi le chemin du dialogue et de la solution politique. L'université Al Quds est ouverte à tous les Palestiniens. Elle accueille près de 5000 étudiants. La politique de bouclage et le couvre feu organisé par le gouvernement israélien les pénalisent déjà, ainsi que leurs professeurs, en leur interdisant l'accès à Jérusalem. Ce nouvel acte ne peut être ressenti que comme une nouvelle injustice. Les Etats de la communauté internationale, et notamment, les U.S.A et l'Europe ne peuvent rester indifférents à ces pratiques.

### **Israeli troops attack the main internet provider in the West Bank**

Israeli troops yesterday attacked the Ramallah offices of "PalNet" the main Internet service provider in the West Bank. The damage the troops caused resulted in several sites being off line for the day including various ministries such as the ministry of health. Their interference also meant that the Birzeit University web site also became inaccessible, a complete disaster for the thousands of students who have been continuing their courses on line after they were physically unable to get to the university due to the Israeli imposed closure and curfews.

As one Palestinian youth commented "using the internet is the only opportunity we have at the moment of seeing anything more than our houses! It is our only way of making a connection with the world."

The Palestine Monitor +972 2 2985372 or +972 (0) 59 387087 and see <[www.palestinemonitor.org](http://www.palestinemonitor.org)>

20 juillet 2002

LA DÉMOCRATIE BLINDÉE

## L'Armée a un Etat

par Uri Avnery

Un des hommes les plus riches du shtetl juif est mort. La tradition juive veut que quelqu'un fasse l'éloge du défunt, ne parlant que de ses vertus. Mais personne n'était prêt à prononcer une bonne parole sur cette personne détestée. Enfin un Juif compatissant s'est porté volontaire et a déclaré: "Nous savons tous que le défunt était un homme méchant, cruel et cupide. Mais, comparé à son fils, c'était un ange." Je suis tenté de dire la même chose sur Shaul Mofaz, qui a quitté son poste de chef d'état-major il y a quelques jours. C'était un commandant en chef de l'armée mauvais et rigide, aux conceptions primitives et cruelles, qui a échoué lamentablement dans sa tâche d'assurer la sécurité. Mais, comparé à son successeur, "Boogie" Ayalon, il était merveilleux.

En Israël, le changement des chefs d'état-major est plus important que le changement des Présidents. Seul le Premier ministre a plus d'importance que le chef d'état-major, parce que l'armée a une immense influence dans tous les domaines. Mirabeau, un des pères de la Révolution française, a dit: "La Prusse n'est pas un Etat qui a une armée, mais une armée qui a un Etat." Cela s'applique-t-il également à Israël ? En théorie, l'armée israélienne est soumise au pouvoir politique. Nous sommes une démocratie après tout. Le gouvernement élu prend les décisions. L'armée les exécute. Il devrait en être ainsi. Mais la réalité est beaucoup plus complexe.

En premier lieu, l'élite politique et économique est remplie d'anciens généraux. Des quinze chefs d'état-major qui ont précédé Mofaz, deux sont devenus Premier ministre. Le Premier ministre actuel est un général et, après l'assassinat du général Ze'evi, ministre du Tourisme, il reste quatre généraux au gouvernement. On aimerait qu'une fois qu'un général a quitté son uniforme, il abandonne également son approche militaire des choses, mais c'est illusoire. Un général reste un général, membre d'un groupe fermé de personnes qui ont une approche presque identique de tous les problèmes de l'Etat. Israël est le seul pays démocratique dans lequel le commandant en chef de l'armée assiste à toutes les réunions du gouvernement. Fréquemment, il se fait accompagner du chef des services secrets de l'armée (connu sous son acronyme hébreu, AMAN).

Autrefois, l'influence du chef d'état-major sur les délibérations du gouvernement était officielle. Mais Mofaz l'a fait apparaître au grand jour, imposant souvent ouvertement son opinion au gouvernement. Quand il déclarait que, de son point de vue "professionnel", quelque chose devait être ou ne pas être fait, aucun ministre n'avait l'audace de le contredire. Seul le général Sharon a osé, rarement, rejeter des propositions de Mofaz. Le général Ben-Eliezer, ministre de la Défense, a quelquefois prétendu le faire mais ce n'était rien de plus qu'une prétention. Non moins important est le statut du chef des services secrets de l'armée. Tout comme le chef d'état-major est la seule personne autorisée à exprimer l'"opinion de l'armée", le chef du AMAN est le seul fonctionnaire ayant la charge de formuler l'"évaluation de la situation nationale". Aucun membre du gouvernement ni aucun membre de la Knesset oserait émettre quelque doute que ce soit sur une évaluation du AMAN -- en dépit du fait que ces évaluations se sont avérées fausses à chaque tournant de l'histoire du pays. Il suffit de mentionner l'évaluation du chef du AMAN la veille de la guerre du Kippour, qui a conduit à une catastrophe nationale.

Les généraux ont une arme qu'aucun homme politique ne peut se permettre d'ignorer : le contrôle absolu des médias. Presque tous les "correspondants militaires" et les "commentateurs militaires" sont les serviteurs obéissants du commandement en chef, publiant, comme si c'était leur propre opinion, les instructions du chef d'état-major et de ses généraux. Presque tous les "correspondants pour les affaires arabes" sont des agents anciens ou actuels du AMAN, publiant les instructions de ce service comme si c'était leur propre point de vue. Si un ministre osait rejeter les demandes du chef d'état-major ou les évaluations du AMAN, les médias lui tomberaient violemment dessus. Dans tous les programmes d'information de la télévision et de la radio, les débats télévisés et les interviews, le nombre des généraux actuels ou anciens donnant leur opinion sur tous les sujets est presque incroyable. Tout ceci, d'ailleurs, est basé sur l'idée fallacieuse que les militaires comprennent les problèmes de l'Etat mieux que les autres et qu'ils ne pensent qu'à l'intérêt de l'Etat et pas du tout à leur intérêt personnel. En réalité, le technicien militaire est expert dans son domaine comme un plombier ou un physicien, par exemple. Comme le plombier connaît la plomberie, le médecin les techniques médicales, l'officier supérieur connaît les techniques pour utiliser la force militaire. Naturellement, il voit

tous les problèmes à travers ses lunettes. Ceci ne fait pas de lui un expert des affaires de l'Etat, de la société ou des relations internationales ou des pays étrangers. Ceci ne fait certainement pas de lui un expert en terrorisme, phénomène essentiellement politique.

L'armée israélienne est une des plus puissantes du monde. **Elle consomme une immense partie des ressources nationales -- 15 fois plus par tête qu'aux Etats-Unis.** C'est un puissant empire économique qui a une forte influence sur l'économie en général (où beaucoup des grandes sociétés sont contrôlées par des anciens généraux). Une bonne partie du budget de la Défense est consacrée aux salaires et aux retraites des officiers de l'armée régulière. (Les officiers reçoivent généralement des retraites complètes et généreuses à l'âge mûr de 43 ans.) Le salaire d'un général est supérieur à celui d'un membre de la Knesset. Mais que Dieu protège un ministre du Trésor qui tenterait de réduire le budget de la Défense! Il serait immédiatement dénoncé comme un Destructeur d'Israël, quelqu'un qui sape la sécurité de l'Etat. Résultat, le gouvernement est obligé à faire des coupes dans le système de sécurité sociale qui, à une certaine époque, était la fierté du pays et qui, maintenant, se rapproche rapidement des normes du Tiers-Monde.

Certes, dès ses débuts, le commandement en chef de l'armée a eu une profonde influence sur la politique de l'Etat. Ce n'est pas nouveau. Mais il y a peu de points communs entre l'armée de 1950 et l'armée de 2002. La plupart des officiers étaient alors membres de kibboutz, aux opinions libérales et de gauche. Ceci a complètement changé. Au cours des 35 années de l'occupation, un processus négatif de sélection s'est instauré. Les humanistes, libéraux, ont préféré aller dans la haute technologie et la science plutôt que de choisir la carrière militaire. Les kibboutzniks sont en train de disparaître alors que les colons et les nationalistes religieux prennent progressivement leur place dans la haute hiérarchie militaire. Désormais, l'important establishment militaire, en uniforme ou non, constitue un super-parti, nationaliste et guerrier, qui croit que l'usage de la force est la seule solution à tous les problèmes. Il défend l'occupation et est intimement lié aux colons. Par nature, il est anti-palestinien, anti-arabe et donc anti-paix. Le total conformisme qui y prévaut fait que l'ensemble de l'armée pense comme Mofaz et Ayalon. Tout officier qui penserait autrement serait éjecté.

Les cyniques pourraient dire que tout ceci est une question d'intérêt: le pouvoir, l'influence et les privilèges des officiers supérieurs reposent sur une situation sécuritaire critique, sur la continuation de l'occupation et sur la poursuite de la guerre. Naturellement il utilisent leur influence pour perpétuer et aggraver cette situation. Des gens moins cyniques diront que la mentalité militaire elle-même va dans cette direction: si on croit que la force brute est la solution de tous les problèmes, on pousse presque automatiquement l'Etat dans une guerre permanente. Il en résulte que les femmes -- plus de la moitié de la population -- n'ont aucune influence sur l'avenir du pays. L'armée est le royaume des hommes et du machisme. Les femmes de tous grades y sont réduites à servir le café. En termes de capacité à influencer l'avenir du pays, la situation des citoyens arabes -- un cinquième de la population -- est encore pire. Les chefs de l'armée turque, qui sont de bons amis de leurs collègues israéliens, ont une position identique dans leur pays. La Turquie est une démocratie, il y a un Président, un parlement, un gouvernement élu, mais l'armée se considère elle-même comme le gardien suprême de l'Etat et de ses valeurs. Quand l'armée décide que le gouvernement se fourvoie, elle lui dit de rectifier le tir. Dans des cas extrêmes, l'armée provoque la démission du gouvernement. En Israël, les processus sont plus indirects et plus complexes, mais le résultat est le même. Mirabeau a trouvé une autre phrase éloquent: "La guerre est l'industrie nationale de la Prusse". On pourrait dire que **l'occupation est l'industrie nationale d'Israël.**

20 juillet 2002.[Traduit de l'anglais : RM/SW]

## L'HORRIBLE MENSONGE DE LA "LOI DU RETOUR"

### 27 % des 6,4 millions d'Israéliens ne sont pas juifs

D'ici quinze ans, cette proportion passera à 32 %, ce qui inquiète les tenants du caractère juif de l'Etat hébreu, qui voudraient voir modifiée la loi du retour. Depuis deux ou trois ans, **près de la moitié des immigrants venus de l'ex-URSS sont des non-juifs**

Jérusalem de notre correspondante. -- Fin juin, le gouvernement israélien a repoussé la proposition d'un parlementaire de droite d'amender la "loi du retour" qui permet à tout conjoint, enfant ou petit-enfant de juif d'immigrer en Israël et d'y obtenir instantanément les avantages liés à la citoyenneté israélienne. Le durcissement proposé visait à limiter l'arrivée sur le territoire de citoyens non juifs. Mi-juin, un colloque organisé à l'université de Tel-Aviv s'interrogeait sur "l'assimilation des non-juifs dans la société israélienne et leur impact sur l'identité collective". La

crainte de voir s'évanouir le caractère juif de l'Etat hébreu est permanente en Israël, mais alors que, jusqu'à présent, le "danger" émanait principalement de la population arabe demeurée dans le pays après sa création en 1948, il prend aujourd'hui un nouveau visage.

Une étude dévoilée lors du colloque du 12 juin par Zeev Hanin, un universitaire israélien d'origine ukrainienne, et reprise par le quotidien *Haaretz*, estime qu'un quart au moins du million d'immigrés venus de l'ex-Union soviétique au cours des douze dernières années **ne sont pas juifs**. Ces chiffres seraient même sous-évalués, selon Mickaël Brodsky, un autre connaisseur de la communauté "russe": "Si, au début, seuls 25 % des nouveaux arrivants n'étaient pas juifs, on pense que, depuis deux ou trois ans, c'est le cas **pour la moitié d'entre eux**." Environ 300 000 personnes arrivées récemment en Israël seraient donc concernées. Ne masquant pas son inquiétude, Eli Yishai, ministre israélien de l'intérieur, représentant du parti religieux ultra-orthodoxe Shass, avance même qu'en 2010, **"90 % des nouveaux arrivants en Israël ne seront pas juifs"**. Il s'est engagé à tout faire pour modifier la législation en vigueur, jugeant que, dans son état actuel, "la loi du retour contient des éléments qui mettent en danger le caractère juif d'Israël". Sur ce terrain, le ministre est suivi par 43 % des Israéliens qui, selon un récent sondage publié par le quotidien *Maariv*, voudraient voir interdite l'immigration des non-juifs et par 57 % qui souhaitent qu'Israël soit "un Etat pour les juifs". A l'heure actuelle, un quart des quelque 6,4 millions d'Israéliens ne sont pas juifs (27 %) ; des spécialistes de la démographie prévoient que cette proportion passera, d'ici quinze ans, à 32 %, soit un tiers de la population.

Tant que la quasi-totalité des non-juifs étaient identifiés comme des Arabes israéliens (19 % de la population israélienne dont 80 % de musulmans, 11 % de chrétiens et 9 % de druzes), le sujet pouvait être ramené à une préoccupation démographique.

#### **Antisionistes**

Passés de 160.000 en 1948, à 1,2 million aujourd'hui, ils seront, selon les prévisions, 1,8 million en 2020, soit plus de 20 % de la population totale. D'ici vingt ans, 600.000 Arabes israéliens et 900.000 juifs supplémentaires devraient donc vivre en Israël. Cette évolution, défavorable à la population juive, est régulièrement agitée comme **une menace pour l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif**. Pour la contrer, de plus en plus de voix en Israël n'hésitent pas à avancer que le moyen le plus sûr de conserver à l'Etat hébreu son caractère juif consiste à envoyer les "Palestiniens d'Israël", dans les territoires palestiniens.

L'émergence des "Russes" renouvelle les données du problème. Ne relevant ni de la loi juive ni des juridictions musulmanes ou chrétiennes, ils se retrouvent dans un vide juridique propice à de terribles injustices. Ainsi se pose régulièrement le cas de jeunes soldats "russes", non juifs, morts à l'armée et qui ne peuvent être inhumés dans les cimetières militaires, exclusivement juifs.

Selon Zeev Hanin, cette population se divise en trois groupes. L'un, composé d'environ 50.000 personnes, exprime le désir de s'intégrer dans la société juive israélienne. Ces immigrés se seraient volontiers convertis au judaïsme si les règles en Israël n'étaient pas aussi strictes. Une deuxième partie peut être considérée comme juive selon la halakha, la loi juive, mais les dizaines de milliers de personnes qu'elle regroupe se définissent avant tout comme Russes ou Ukrainiens, **n'expriment aucune affinité avec le judaïsme** et s'affichent volontiers athées. Enfin, le groupe le plus important n'est absolument pas juif, ne tient en aucune manière à l'être et n'éprouve pas le désir de s'intégrer dans la société juive israélienne. Une petite minorité de ce groupe est composée de chrétiens pratiquants et quelques-uns sont issus des Républiques musulmanes de l'ex-URSS. **Certains d'entre eux expriment ouvertement leur antisionisme, voire leur rejet d'Israël et leur antisémitisme.**

Stéphanie Le Bars

*Le Monde*, 13 juillet 2002.

*On voit que le racisme "naturel" des Israéliens va être soumis à rude épreuve. Plus ils "important" des non-juifs pour faire contre-poids aux Arabes, car les juifs ne veulent pas immigrer, et pour cause, plus ils seront obligés de dépendre de gens qui, en réalité, se servent d'Israël comme d'un tremplin pour aller vivre ailleurs, et qui mépriseront les juifs toujours plus pour leur racisme et leur ridicule désir de supériorité.*

DANS QUELQUES TEMPS, ISRAEL SERA UN ETAT RUSSE

## The Jewish State is in danger of becoming a Jewish-less State

By **David M Weinberg**

Interior Minister Eli Yishai has been pummeled by the press and public figures for criticising the fact that the IDF is drafting non-Jewish Russian immigrants, and for impugning, by inference, the loyalty and commitment to the state of these immigrants. World Zionist Organisation (WOZ) treasurer Chaim Chesler responded by calling for Yishai's resignation (though his preference for a Russian immigrant who might not be Jewish over an Orthodox Jew in Brooklyn, subsequently led to his ousting from his Jewish agency position).

It may be not be "politically correct" to congratulate Yishai for his remarks, but I say he is spot-on for raising the issue and waving the red flag.

Israel is moving dangerously toward the moment when its Jewish majority evaporates. Large numbers of non-Jews – immigrants from the former Soviet Union (FSU), foreign workers, even Palestinian Arabs – are assimilating into Israeli society.

Aside from the fact that this was supposed to be the Jewish State -- which means an overwhelming Jewish majority -- the matter has strategic implications. At times of war or protracted conflict, national cohesion is of the utmost importance. The dilution of Israel society and the body politic with **large numbers of non-Jews will inevitably eat away at our fortitude** in the current war of attrition with the Palestinians.

It is commonly said that Israel is 81 per cent Jewish and 19 per cent Arab. In reality, the Jewish population of Israel has shrunk to **72 per cent**, according to figures drawn up by the Rappaport Centre for Assimilation Research And Strengthening Jewish Vitality at Bar-Ilan University.

In other words, more than one in four Israelis is not Jewish.

Four per cent of Israelis are non-Jewish (mostly Russians, meaning about 300,000 of the one million immigrants that have arrived since 1989); four per cent are foreign workers; 18 per cent Arab citizens; and two per cent illegal Arabs.

Once arriving in Israel, **30 per cent of Russian Jewish immigrants marry non-Jewish Russian immigrants**, according to the new figures, as opposed to less than one per cent of veteran Israelis. This makes more than 120,000 intermarried couples in Israel today, not counting Jewish-Arab couples, including 85,000 where the mother is not Jewish and 33,500 where neither partner is Jewish.

Make no mistake: Russian Jewish aliyah has brought a great benefit to Israel. However, the big Jewish aliyah from Russia is behind us. Today, **the Jewish Agency is frenetically stalking every tiny village in Siberia** in search of Russians with perhaps one-hundredth of a Jew in their blood in order to keep the "Jewish aliyah" numbers up and **justify its organisational existence**.

In his remark that led to his being ousted, Chesler himself defiantly told the Zionist Congress: "I prefer someone from the FSU who is only one-quarter Jewish and is prepared to come and be a full citizen of Israel, to the Jews in Brooklyn who pray three times a day." Nice propaganda, but Chesler should be ashamed of himself.

Hodgepodge **immigration, Agency-style, is making the situation worse**. On average, approximately 100 immigrants now arrive every day, **75 of whom are openly not Jewish**, and many of whom prefer to be recognised and **registered as 'Christians'**.

At present rates, no more than 10 per cent of these non-Jewish immigrants will be motivated to formally convert to Judaism. Indeed, over the past five years, out of all the non-Jews who have come from the FSU, less than 1900 have converted.

Thanks to the Institute of Jewish Studies (the Ne'eman Committee-mandated National Conversion College, magnificently run by Professor Binyamin Ish-Shalom) the situation is improving, but just a sliver. Over the past two years, 5300 immigrants have begun conversion studies in more than 300 classes across Israel; 1500 cases are now before the rabbinical courts; and **an intensive conversion effort among non-Jewish Russians in the IDF** is just getting going.

Adding to our problems is the foreign worker population in Israel – **280,000 and growing**. In addition, about 100,000 Palestinian Arabs have received Israeli citizenship by marrying into Israeli Arab families since 1994, the year Oslo's reckless "family reunification" clause took effect. Kudos again for Yishai for recently putting an end to this irrational and detrimental citizenship policy.

The dimensions of this complex problem are spawning multiple madcap motions for immigration, citizenship and conversion reform.

Yossi Beilin wants **to drop religion from our national identity** altogether. As long as the immigration/foreigner is prepared to learn Hebrew, study some Bialik, know the traffic rules, acquire a touch of Zionist history and serve in the IDF, Beilin's proposed "secular beth din" will "convert" anyone and confer "Israeli-Jewish citizenship". I suppose Amos Oz and Yaffa Yarkoni [*un écrivain et une chanteuse, vaguement de gauche et vaguement contre la guerre*] will be the other bet din judges.

Similarly, journalist Yaron London wants **to impose Bolivians, Peruvians and Indians to join our nation**. Arab hatred will quickly turn them into Israeli patriots, he says.

Much more solid is the multi-prong approach to our demographic problems suggested by Dr Asher Cohen of the Rappaport Centre.

We have to do many things simultaneously, says Cohen: establish a national emigration authority to quickly process and deport the tens of thousands of illegal foreign workers; amend the Law of Return to reduce the number of immigrating non-Jews; de-couple the right to immigrate under the Law of Return from the granting of Israeli citizenship; curtail the Jewish Agency's recruiting activities in the FSU; and launch a national campaign, backed by secular Jews who understand the dangers, to encourage conversion, alongside the formation of a **national conversion authority** with the moderate Orthodox rabbinical backing.

**Agonising over Israel's unresolvable Palestinian problem is a national sport.** Perhaps we ought to give more serious consideration to Israel's Jewish problem -- which we more readily have the power to solve.

David M Weinberg, director of public affairs at Bar-Ilan University's Begin-Sadat Centre for Strategic Studies, *Australian Jewish News (Jerusalem Post)*, 5 July 2002

*Il est intéressant de constater que le principal vecteur de l'immigration juive en Palestine, l'Agence juive, est obligée, par la loi qui veut que toute organisation existante tente de survivre à n'importe quel prix, de se faire l'agent de la déjudaïsation d'Israël en important des proportions de plus en plus grandes de non-juifs (le texte dit ici que c'est actuellement 75%) qui acceptent, par nécessité ou par calcul, de bénéficier de conditions financières avantageuses pour changer de pays et accéder à la société de consommation sans effort. On comprend que les durs à cuire du sionisme militant s'effraient de cette situation. Par quelque bout qu'on le prenne, l'avenir d'Israël est une disparition programmée, "annoncée" comme disent les benêts de la presse.*

*On pourra s'amuser à voir des "instituts" aux noms ronflants comme "le centre Rappaport pour le renforcement de la vitalité juive" ou le "Collège national de Conversion" s'activer comme cent mille diables pour convertir ces fichus goyim afin de faire remonter les statistiques. Ces malheureux sionnards-connards espèrent tromper qui, avec des âneries de ce genre ? Et les 300.000 Asiatiques (Thailandais, Chinois et autres) qui viennent faire le travail des Palestiniens, faudra-t-il aussi les convertir à cette monstruosité qu'on appelle le "judaïsme", que les prétendus juifs ont tâché de fuir avec tant de persévérance depuis les temps brumeux de Moïse (Le Veau d'or) et la suite, jusqu'à l'éclatement final des ghettos au dix-neuvième siècle ? Les juifs sont mieux placés que quiconque pour reconnaître que leur religion, avec ses 675 interdits et règles absurdes, est la pire des choses et que d'ailleurs seuls quelques allumés de Brooklyn y croient encore plus ou moins. Convertir un bouddhiste siamois ou un orthodoxe russe à la cabbale de Luria, ça va demander quelques efforts... et quelques pintes de rigolade en perspective. Remarquons, pour finir, que ces Russes qu'on importe par palanquées de 100 chaque jour, sont tirés de ce peuple russe dont tous journaux juifs nous croassent aux oreilles qu'il est le plus antisémite du monde. Rions, mes frères.*

### La terre réservée aux juifs

Le gouvernement israélien tente de faire machine arrière sur une proposition de loi réservant dans certains cas les ventes de terres domaniales **aux seuls juifs**. Dimanche 7 juillet, le gouvernement s'était prononcé à une écrasante majorité en faveur de ce texte concocté par un député du Parti national religieux, Haim Druckman.

Devant le tollé suscité par une disposition considérée comme "raciste", un responsable du cabinet, Gideon Saar, a indiqué, mercredi, que le gouvernement allait étudier "la nécessité" de légiférer sur le sujet. Un député arabe, Mohammed Barakeh, a comparé ce texte à "une loi de l'Allemagne nazie" et a fait remarquer: "Nous constituons 20,5 % de la population de cet Etat et ne contrôlons que 2,5% sur lesquels il a été bâti." Le conseiller juridique du gouvernement, Elyacin Rubinstein, a fait connaître son opposition à une initiative qui vise à contourner une décision rendue de la Cour suprême, en mars 2000, en faveur de la non-discrimination pour les ventes de terres domaniales. - (Corresp.)

Le Monde, 13 juillet 2002

## BIENTÔT ILS ENVERRONT LEUR ARMÉE

### **78 % des Israéliens estiment qu'Israël doit trouver les moyens de protéger les Juifs menacés par l'antisémitisme à l'étranger.**

Lors d'un sondage réalisé récemment en Israël, 78% des personnes interrogées ont estimé que, face au regain de l'antisémitisme dans le monde, conséquence directe des violences palestiniennes, l'Etat d'Israël devait trouver les moyens de protéger les Juifs menacés dans les pays où ce phénomène était enregistré. L'initiative de cette enquête revient à l'association Taglit, qui organise régulièrement des voyages en Israël pour des étudiants juifs vivant à l'étranger, **dans le cadre de la lutte contre l'assimilation**. Elle a été réalisée par la société TNS auprès de 500 personnes représentatives de la population israélienne.

Arutz 7, 16 juillet 2002

*Ohé les antiracistes de tous poils, les "amis des potes", les raslefrontistes, les SOSfleurs de nave, des gens qui "luttent contre l'assimilation", c'est quoi pour vous ?*

## PETIT BUSINESS

### **Quatre soldats accusés d'avoir fourni des munitions aux terroristes**

Les habitants des localités juives de Telem et d'Adora, dans les monts de Hébron, ont été frappés de stupeur en apprenant que quatre de leurs concitoyens étaient soupçonnés d'avoir vendu des armes à des Arabes. Il s'agit de quatre jeunes soldats, deux frères de chaque village, qui auraient reconnu avoir fourni, en trois ans et demi, des milliers de balles de 5,56 et 9 millimètres destinées à des pistolets et à des fusils, à des trafiquants d'armes palestiniens de la région. Leur motivation serait l'appât du gain.

Arutz 7, 17 juillet 2002

## LA SAINTE FROUSSE

### **69 % des colons sont prêts à se plier à une décision de retrait**

Jérusalem correspondance. -- Une étude publiée, mercredi 24 juillet, par le mouvement La Paix maintenant a bousculé quelques idées reçues sur les colons de Cisjordanie et de Gaza. Selon cette enquête, effectuée par téléphone auprès de 3200 ménages, les enseignements sont au nombre de quatre.

Premièrement, les colons ne sont pas tous des extrémistes irréductibles. Loin de là. Si les autorités israéliennes décidaient de se retirer des territoires occupés, 94% respecteraient ce choix. Plus précisément, 69 % s'y conformeraient sans discuter et 26% s'y opposeraient, mais en utilisant des moyens légaux (manifestations, débats parlementaires, publicité dans les médias...) et finiraient donc par s'y résoudre. **Seuls 6% le refuseraient par tous les moyens, et 2 % seraient prêts à prendre les armes.** A noter que ceux qui veulent se battre sont disséminés dans plusieurs petites colonies isolées, comme Elon Moreh près de Naplouse. Un panneau figure d'ailleurs à l'entrée de cette implantation : " D'ici nous ne sortirons pas vivants".

#### **Qualité de la vie**

Les colons, très majoritairement, respecteraient le jeu de la démocratie, mais cela ne signifie pas qu'ils se résigneraient tous à une décision qu'ils jugent inepte. En effet -- et c'est la deuxième surprise de cette enquête --, 55% considèrent qu'il est nécessaire d'arriver à un accord de paix avec les Palestiniens. Or, les colons savent parfaitement que des négociations mèneront **inexorablement à leur retrait des territoires**. La majorité d'entre eux (69%) semblent penser qu'il est **inévitabile**.

Ainsi les colons, que certains croyaient indéfectiblement attachés à leur terre, la terre biblique, seraient prêts à la quitter. Il est vrai que l'écrasante majorité (77%) s'est installée dans les territoires pour la qualité de vie qui existe -- ou existait avant l'Intifada -- dans ces communautés en plein désert. Les familles nombreuses, notamment, ont pu acheter dans les territoires des maisons avec jardin, alors qu'à Jérusalem ou Tel-Aviv, les prix pratiqués les auraient condamnées à vivre dans de petits appartements. 23% seulement étaient motivés par des raisons spirituelles, nationalistes ou sécuritaires. **Le colon ultra-idéologique n'est donc pas majoritaire.**



*incapables qui siègent à Washington, en tentant d'échapper à l'horreur qu'elle inspire au peuple américain.*

**US reveals plans for Iraq attack**  
By Andrew Buncombe in Washington

A highly classified document reveals America's military command is planning a three-pronged invasion of Iraq involving air, land and sea forces attacking from separate directions to create an overwhelming strike that will oust the dictator, Saddam Hussein.

Up to 250,000 American soldiers and marines would be involved, with land forces invading from Kuwait. Hundreds of aircraft based in up to eight countries would launch assaults on thousands of identified targets in Iraq, including airfields, roads and fibre-optic communication sites. Sites suspected of storing or producing Iraq's much-feared chemical and biological weapons infrastructure would be targeted by special forces soldiers and CIA covert operatives.

The war plan, called CentCom Course for Action was leaked to *The New York Times* yesterday and is widely accepted as authentic. US military planners have been putting together options for an assault against Saddam for some time. It is understood that two months ago, one plan passed to the Defence Secretary, Donald Rumsfeld, was handed back with a "Must Do Better" label. Pentagon officials yesterday insisted President George Bush had made no final decision on an operation and no final battle plan had even been "placed on his desk".

But the document contains the kind of precise details that suggest such planning has moved well beyond the preliminary stages. "Right now we're at the stage of conceptual thinking and brainstorming," a senior defence official told the newspaper.

The document, drawn up by planners at US Central Command (CentCom) in Tampa, Florida, reflects Washington thinking that the use of an overwhelming US force is the only certain way of removing Saddam, something to which the Bush administration is committed. Other options such as the fomenting of a military coup or else the use of local opposition forces inside Iraq have been deemed unlikely to succeed.

Adding to this view was the departure last week from the Pentagon of retired General Wayne Downing who drew up a plan to fight a proxy war involving local forces, similar to what happened in the initial stages of the operation in Afghanistan using the Northern Alliance. He resigned last week as Mr Bush's special adviser on counter-terrorism.

The leaking of the document in such detail to the newspaper also suggests that many in the Pentagon wish to let it be known that a massive battle group is being planned, no doubt partly to try to intimidate Saddam.

Iraq yesterday did nothing to reduce the likelihood of a military assault from the US. The UN secretary general, Kofi Annan, said diplomats had failed to persuade Iraq to allow the return of weapons inspectors, a key demands of the US and Britain.

The document says that up to 250,000 troops would be involved in the Iraq operation, probably based in Kuwait. It also suggests that Turkey and Qatar could be bases for troops or warplanes.

The precise timing of the assault is not mentioned, nor are the names of those countries expected to support the US. Most commentators believe any operation against Saddam is unlikely to start until the beginning of next year. The document also fails to mention what Saddam's reaction might be to the build-up of a large conventional army. "The Iraqis aren't just going to sit on their butts while we put in 250,000 people," one analyst said.

Apart from the document, there are signs on the ground that preparations for an assault are being made. Thousands of marines from the First Marine Expeditionary Force at Camp Pendleton, California – the unit designated for the Gulf – have been stepping up their mock assault drills.

And the Pentagon has increased production of ordnance, its supplies low after Afghanistan. The air force is said to be stockpiling munitions and spare parts. For months, the US has been setting up munitions dumps in Gulf states, mainly Al Udeid in Qatar.

[http://news.independent.co.uk/world/middle\\_east/story.jsp?story=312421](http://news.independent.co.uk/world/middle_east/story.jsp?story=312421) 06 July 2002

PRÉPARATIFS FURTIFS

**ABD askeri Türkiye'de  
(soldats américains en Turquie)**

7 bin ABD askerinin geçen iki hafta içinde Türkiye'ye geldiği ileri sürüldü. Aşır nakliye uçakları ile Türkiye'ye gelen ABD askerlerinin büyük bir bölümü Adana Incirlik Üssü'ne yerleştirildi.

ABD'nin Irak'a Temmuz veya Ağustos ayı içerisinde bir hareket yapmayı hazırladığı ve bu nedenle başta Türkiye olmak üzere bölgeye askeri yollarına arttırıldığı öğrenildi. ABD'nin bu amaçla geçen iki hafta içinde Türkiye'ye 7 bin asker gönderdiği ve bu sayının Temmuz ayında 25 bine ulaşacağı kaydedildi. ABD'nin Irak operasyonu sırasında Türkiye'de en az 35-40 bin kişilik bir güç bulundurmayı planladığı da ileri sürülüyor. [...]

<<http://www.yenisafak.com.tr/arsiv/2002/haziran/27/g4.html>>

## US TROOPS ON THE GROUND IN IRAQ

Here are two important reports just translated from *As-Safir* <<http://www.assafir.com>>, a sober, reputable daily paper published in Beirut, Lebanon.

The first is from the issue of 29 June 2002. The second is from the previous day's issue, 28 June. That second story quotes a Turkish paper. For those who might want to check it out, the URL for the original Turkish story is provided. [see above]

Note: The scale of the US operations in Iraq may still be quite limited. These operations do not necessarily mean that any large-scale invasion is imminent. These may be only small-scale patrols or probes. In fact, there is every indication that the US is trying to avoid a full-scale clash, at least for the time being.

### American Forces In Northern Iraq

London. -- *As-Safir* Highly informed diplomatic sources have disclosed to "as-Safir" that the United States of America has begun to carry out a plan of security and military operations aimed at Iraq, that **American troops have entered areas in northern Iraq**, and that major bases have been set up for them inside Jordan.

The sources report that the Director of the Central Intelligence Agency (CIA), George Tenet, personally visited northern Iraq when he recently paid a visit to the region. There he gave orders to begin a security operation immediately after President George Bush signed the order empowering the CIA to topple Iraqi President Saddam Hussein. The sources said that the new element in the plan concerns the supposed role of Jordan and that King Abdullah II in agreeing to vacate two military airfields in Jordan to be used by the American troops.

Some two thousand American troops have already landed in Jordanian territory. In addition, dozens of soldiers together with members of American intelligence, have been transported into Iraqi territory. The sources said that the Americans have begun a campaign of making contact with the numerous forces in the Iraqi opposition, but that **great difficulties confront the idea of setting up an alliance** similar to the "Northern Alliance" in Afghanistan.

The sources report that the United States presented the plan to Saudi Arabia, but Riyadh reiterated its refusal to allow its territory to be used for any military action against Iraq. It appears that the matter was taken to other countries to obtain their permission to use their territories should that become necessary.

The sources said that the United States had presented a plan for emergency economic aid to Jordan in case its economic and trade relations with Iraq fall into a crisis.

*As-Safir*, 29 June 2002.

The Turkish paper *Yeni Safak*, reported on 27 June 2002, quoting sources in the Turkish Foreign Ministry, that the US has transported about 7,000 troops via heavy transport planes to the Incirlik airbase near Adana in the last two weeks. The paper added that Washington had begun to strengthen its forces in the area after its decision to begin military operations against Baghdad within the coming two months. The paper said that the number of US troops in Turkey would be increased from 7,000 to 25,000 troops during next month.

*As-Safir*, 28 June 2002.

*Sept mille soldats américains en Turquie, en prévision de l'Irak. De source turque, justement. Pas d'écho. C'est curieux. Le fond du problème, c'est que les Kurdes ne sont pas du tout volontaires pour aller au casse-pipe. Ils bénéficient d'une quasi-paix très profitable, avec des subsides irakiens reversés par l'ONU, et pourquoi ils iraient gâcher tout ça ? Pour les beaux yeux de ces connards d'Amères loques, qui les ont déjà bien blousés en 1991 ? L'Alliance du Nord, en Afghanistan, était un arrangement de circonstances. Un mois avant la chute de Kaboul, le président Boubouche était catégorique: il n'était pas question que l'Alliance du Nord (suspectée d'être procommuniste et anti-pachtoune) s'empare de Kaboul. Et comme il n'y avait personne d'autre pour aller sur le terrain, ce pauvre mec a dû manger sa cravate et accepter que le pouvoir tombe au mains des tueurs du nord, ce qui garantit un avenir rouge sang à ce*





investigative network." They have taken up the challenge of shedding light on the murkier, as yet unexamined aspects of the events of, and surrounding, September 11, 2001.

In the face of apparent government deception and cover-up; bolstered by a growing number of damning whistleblower revelations, this informal citizens' investigation is gathering momentum and evidence of possible guilt beyond bureaucratic incompetence or lack of inter-agency communication. UQ notes that no one has yet been held accountable (indeed failure and incompetence has been rewarded) and that the 'War on Terror' has become a 'War on Freedom' as the U.S. Constitution and the Bill of Rights is undermined.

UnansweredQuestions recognizes that there are some 'urban myths' and wildly speculative conspiracy theories on the web and elsewhere. However, the group maintains that to 'paint with broad brush strokes " or dismiss the whole community as fringe conspiracy theorists is an unfair mischaracterization and does an injustice to concerned citizens, professional investigators and 9/11 families intent on learning the truth. Finding answers and demanding accountability, UQ maintains, will ultimately help to prevent future attacks.

Nevertheless, UQ believes that unwarranted and distracting speculation can, and should be put to rest simply by insisting that questions are fully answered, and theories debunked or corroborated, sooner rather than later. Refusal by the media, including C-SPAN, to fairly report on, or cover, the issues and questions outlined below; recurring delays and problems faced by the special House/Senate Select Committee's investigation and a major shortfall of votes in Congress for an independent commission necessitates a national, grass-roots citizen's response.

Toward that end UQ is offering to facilitate a two-fold strategy combining a concerted citizen activism campaign with a credible and legitimate 'peoples' investigation.'

UQ proposes two parallel Citizens' Investigative Commissions on 9/11, one in the US and one abroad.

UQ invites organizations and individual to endorse the Initiative and to collaborate in the formulation of Commission guidelines. And UQ asks interested parties to contact the group directly. Guidelines and further announcements will be forthcoming and be posted online at UQ and with other cooperating organizations.

In the meantime, UQ offers a starting point of 11 topics for talking points and questions that must be addressed by any credible investigation into the events of September 11th and used in lobbying key members of Congress, candidates and the media.

UnansweredQuestions.org has made available written transcripts , audio archives (RealAudio and MP3) and hard copy video of its launch event, 9/11 and the Public Safety: Seeking Answers and Accountability; held at the National Press Club in Washington, D.C. on June 10th.

**Disclaimer:** UQ has currently no funding source; no one is on salary or profiting financially. Sales of videotapes currently help offset some costs associated with furthering the goals of UQ. Links and source material on the UQ site will be updated and appended in order to build the strongest case and to best advance the initiative for a Citizens' Commission.

11/10/2001

## CANARDS

Communiqué – 24/06/02

Thierry Meyssan, auteur de "L'Effroyable imposture", a assigné en diffamation huit publications françaises (*Impact médecin, Libération, Le Monde, Paris-Match, Le Point, Politis, Le Nouvel observateur, Livres-Hebdo*) qui avaient mis en cause sa sincérité, **comparé son travail à celui de l'école négationniste**, ou qualifié sa démarche d'anti-américaine. **[Ils répondront "comparaison n'est pas raison" ]**

Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, est défendu par Maître Bernard Jouanneau, qui fit condamner *Le Monde* et *Libération* pour avoir publié des textes négationnistes de Robert Faurisson.

From: Réseau Voltaire <[redaction@reseauvoltaire.net](mailto:redaction@reseauvoltaire.net)>

June 24, 2002

*Il fallait le trouver, ce débris, ce résidu de combustion qui s'appelle Jouanneau ! Meyssan, s'il s'était informé, aurait su que Jouanneau s'est fait écraser par Robert Faurisson en rase campagne. Le Waterloo des ligues de vertu! D'ailleurs le malheureux a fini par se retirer, l'oreille et la queue basse. Il en pleurait. Il fait maintenant un petit sisite dérisoire...*

*<<http://www.memoire2000.asso.fr/cadreprincipal.html>> Ils ont même des "pages secrètes" pour les Grands Initiés. Vous voyez ? A signaler sur ce site caricatural une section des "opérations spéciales".*

"LE MONDE" IMITE GOEBBELS

### L'imposture démontée

Deux journalistes renversent la thèse selon laquelle aucun avion ne se serait écrasé sur le Pentagone.

*L'effroyable mensonge* de Guillaume Dasquié et Jean Guisnel. La Découverte, 132 p., 11 euros. *Le Pentagate* de Thierry Meyssan. Ed. Carnot, 208 p., 12 euros.

Retraite en bon ordre : c'est le mouvement implicite de l'ouvrage de Thierry Meyssan, auteur de la thèse selon laquelle aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001. Exprimée dans un livre **fantaisiste** qui connut un **impressionnant succès** public, *L'Effroyable Imposture* (éd. Carnot), la thèse s'élaborait sur la base de vraisemblances, en écartant les témoignages visuels de l'attentat. C'est leur rejet qu'ont pointé les **contre-enquêtes** du Monde [???], puis de Libération et Paris Match notamment [???], montrant que de **solides** témoignages attestent du choc de l'aéronef. [*Oui, mais lequel ?*] Dans *Le Pentagate*, Thierry Meyssan s'y intéresse enfin, et **tente** d'imposer une version **raffinée** de sa thèse -- ce serait un missile renforcé à l'uranium appauvri qui aurait atteint le Pentagone...

"Le problème, avec ce genre de **lascar**, écrivent Jean Guisnel et Guillaume Dasquié, c'est qu'ils ont généralement une capacité assez stupéfiante à vous **assommer** sous un **déluge** d'informations enchaînées et **toutes plus fausses les unes que les autres**, qu'il devient rapidement impossible de contrer, sauf à les prendre une à une et les **décortiquer**." Il s'agit donc de trouver l'équilibre entre la discussion de la thèse, qu'il n'y a pas lieu de refuser a priori, et le refus de **s'engluer dans la rhétorique inextinguible de la paranoïa conspirationniste**. C'est **en gros** ce que réussissent à faire Guisnel et Dasquié, l'un journaliste au *Point*, [*En vi'a une de référence. Quand on écrit dans des torchons pareil, on le cache.*] l'autre à *Intelligence OnLine*, un journal spécialisé en géopolitique. Ils confortent deux points essentiels: la validité des témoignages visuels de l'attentat, et **la possibilité technique** de celui-ci. [*Là, non, leurs âneries confortent Meyssan car ils slaloment entre les problèmes.*] Les auteurs ont retrouvé et directement approché nombre de témoins, qui leur ont redit ce qu'ils avaient vu: l'arrivée de l'avion de ligne, sa chute sur le Pentagone. Dasquié et Guisnel précisent, en recourant à un spécialiste de l'accidentologie aéronautique, la façon dont le choc de l'avion a pu produire les destructions particulières du Pentagone.

**La question échappe ici au sens commun**, et relève de l'expertise. Mais, en l'absence des données précises détenues par les autorités judiciaires américaines, on ne peut que reconstituer un scénario physique d'accident. Il serait du plus haut intérêt que soient rendues publiques les données officielles ou l'analyse de cet accident, soit au terme de l'enquête judiciaire menée aux Etats-Unis, soit par une commission d'enquête du Congrès réclamée par plusieurs élus démocrates. [*On voit que ce connard de journaliste éprouve le besoin de se couvrir le cul, comme on dit dans sa langue.*]

Les deux journalistes éclairent par ailleurs **utilement** les accointances et relations de Thierry Meyssan, observant "une proximité étonnante entre -ses- thèses et celles de conspirationnistes d'extrême droite", et montrant que sur bien des points il a copié ou "puisé son inspiration" dans ces réseaux conspirationnistes qui prolifèrent outre-Atlantique. [*C'est toujours le même truc: quand on ne veut pas répondre on se débarrasse du problème en disant que les gens de gauche sont des gens de droite.*] Il reste à en comprendre le succès. "Ces théories diffusées sans raison **ni contrôle** ont d'autant plus de succès qu'elles se nourrissent des **failles et faiblesses** de la démocratie française, écrivent Guisnel et Dasquié [*Ces "failles et faiblesse n'ont qu'un seul nom, abhorré de ces serviteurs du Maître: la liberté d'expression*] : nombre d'observateurs l'ont remarqué à juste titre, la percée de Le Pen au premier tour des élections présidentielles du printemps 2002 s'explique largement par le mépris du peuple et l'opacité dont s'accommode trop volontiers une partie des élites quelle que soit leur couleur politique (et cela est encore plus vrai, bien sûr, aux Etats-Unis, devenus de ce fait le paradis des conspirationnistes)."

Hervé Kempf

*Le Monde*, 26 juillet 2002.

LECTEUR AUDITEUR

J'ai en partie entendu Meyssan dimanche dernier de 12h à 14h sur Radio Méditerranée à une émission où les auditeurs posent des questions. Il y reviendra. Il y a indiqué que le financier supposé de Al Qaida (qui est le nom de la "base" de données utilisée par Ben Laden pour distribuer l'aide américaine et saoudienne du temps de la guerre d'Afghanistan) assurait encore



BOMBARDER LA FLORIDE ?

### Al Qaida est partout

Jacksonville, Fla., July 5 (UPI) -- Local, state and federal officials have rushed to refute a statement by Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz [**un hypersionard sanguinaire déchaîné**] that there is an al Qaida cell active in Jacksonville. Officials said the statement was a mixture of old information and included the wrong Florida city. "We have no credible information that would have us believe or expect there is an active al Qaida cell in Jacksonville," Duval County Sheriff Nat Glover said. Wolfowitz appeared on NBC's "Today Show" Thursday and said the terrorist organization has active cells in many areas. "**They're burrowed into some 60 countries around the world,**" he said. "They have **headquarters** in Hamburg, Germany, and in Jacksonville, Fla., not just in Afghanistan, and it's going to take a long time to root them out." [...]  
The White House later agreed with the statements by Glover and Moore. It said the administration has no intelligence that al Qaida has a headquarters in Jacksonville or anywhere else in Florida. [...]

<<http://www.upi.com/view.cfm?StoryID=05072002-021747-1791r>>

USA = STASI

### Recrutement de millions de délateurs

Operation TIPS (Terrorisme Information and Prevention System), administered by the U.S. Department of Justice and developed in partnership with several other federal agencies, is one of the five component programs of the Citizen Corps. Operation TIPS will be a national system for **reporting suspicious, and potentially terrorist-related activity**. The program will involve **the millions of American workers** who, in the daily course of their work, are in a unique position to see potentially **unusual or suspicious** activity in public places. The Department of Justice is discussing participation with several industry groups whose workers are ideally suited to help in the anti-terrorism effort because their routines allow them to recognize unusual events and have expressed **a desire for a mechanism to report** these events to authorities.

These workers will use their common sense and knowledge of their work environment to identify **suspicious or unusual** activity. This program offers a way for these workers to report what they see in public areas and along transportation routes.

All it will take to volunteer is a telephone or access to the Internet as tips can be reported on the toll-free hotline or online. Information received will be entered into the national database and referred electronically to a point of contact in each state as appropriate. This is not a national 911 center, and callers are expected to dial 911 for emergency local response.

Industries that are interested in participating in this program will be given printed guidance material, flyers and brochures, about the program and how to contact the Operation TIPS reporting center. This information can be distributed to workers or posted in common work areas. Operation TIPS is scheduled to be launched in late summer or early fall 2002. The goal of the program is **to establish a reliable and comprehensive national system for reporting suspicious, and potentially terrorist-related**, activity. By establishing one central reporting center, information from several different industries can be maintained in a single database. Operation TIPS will be phased in across the country to enable the system to build its capacity to receive an increasing volume of tips.

<<http://www.citizen corps.gov/tips.html>>

*Le 16 juillet, quand on a commencé à parler de ce système de délation massif (les "travailleurs" étant censés rapporter tout ce qui est "inhabituel ou douteux" à un "Centre" non désigné), les autorités ont changé la page du site du ministère de la justice où se trouvait l'info. Mais on retrouve la page supprimée, pas de bol, dans le "cache" de Google, un instrument qui apporte souvent des surprises. Ajoutons qu'en langue américaine, "tips" désigne les "tuyaux", les petits renseignements qui permettent de faire une bonne affaire, aux courses et ailleurs.*

*Version du cache (supprimée le 16 juillet 2002):*

Operation TIPS -- the Terrorism Information and Prevention System - will be a nationwide program giving **millions of American** truckers, letter carriers, train conductors, ship captains, utility employees, and others a formal way to report suspicious terrorist activity. Operation TIPS, a project of the U.S. Department of Justice, will begin as a pilot program in 10 cities that will be selected.

Operation TIPS, **involving 1 million workers in the pilot stage**, will be a national reporting system that allows these workers, whose routines make them well-positioned to recognize unusual events, to report suspicious activity. Every participant in this new program will be given an Operation TIPS information sticker to be affixed to the cab of their vehicle or placed in some other public location so that the toll-free reporting number is readily available.

Everywhere in America, a concerned worker can call a toll-free number and be connected directly to a hotline routing calls to the proper law enforcement agency or other responder organizations when appropriate.

Operation TIPS is coming in August 2002. Volunteer now!

*Qu'est-ce que c'est que ce bazar ? Réponse: Retour des Vigilantes et des Milices !*

Over the past months America has witnessed a wellspring of selflessness and heroism. People in every corner of the country have asked, "What can I do?" and "How can I help?" **Citizen Corps has been created to answer these questions.**

Citizen Corps Councils will help drive local citizen participation by coordinating Citizen Corps programs, developing community action plans, assessing possible threats and identifying local resources.

The Community Emergency Response Team (CERT) is a training program that prepares people in neighborhoods, the workplace, and schools to take a more active role in emergency management planning, and to prepare themselves and others for disasters.

An expanded **Neighborhood Watch Program (NWP)** will incorporate terrorism prevention and education into its existing crime prevention mission.

**Volunteers in Police Service (VIPS)** will provide support for resource-constrained police departments by utilizing civilian volunteers in order to free up more law enforcement professionals for frontline duty.

**The Medical Reserve Corps (MRC)** will coordinate volunteer health professionals during large-scale emergencies to assist emergency response teams, provide care to victims with less serious injuries, and remove other burdens that inhibit the effectiveness of physicians and nurses in a major crisis.

**Operation TIPS, the Terrorism Information and Prevention System**, will be a nationwide program providing millions of workers who, by the nature of their jobs, are well-positioned to recognize unusual events, with training, materials, and a formalized way to report suspicious activity to the nearest FBI field office.

Citizen Corps efforts at state and local levels will be coordinated nationally by the Federal Emergency Management Agency (FEMA).

What can you do to help? **Volunteer now** for Citizen Corps!

<http://www.citizencorps.gov/about.html>

*Le modèle est évidemment l'Etat communiste, décrit par Orwell dans "1984". Lisez-le. (LINKLINKsurlalistedes"livres")*

LES DISPARUS, OU "COMMENT TRAVAILLE LE FBI"

## Detained Muslim Faced Mosque Raid, INS Secrecy Sweep of Faith by Chisun Lee

Muhammad Qayyum, portly and gray-haired, bumbled into a Brooklyn pizza-and-curry joint for an interview last Tuesday, peering through thick bifocals that clung to the end of his nose. His absentminded air and decaying teeth -- two were missing from the bottom row -- made him seem older than his 58 years. It was difficult to imagine him as a cog in an international terrorism machine.

But the Pakistan citizen, recently declared "deportable" for the noncriminal violation of overstaying his visa, was jailed for seven months, while **the FBI** apparently decided whether he was safe to release on bond. Through a translator, he told the *Voice* of a captivity filled with tricky interrogations, secret court hearings, and sheer bewilderment. Advocates for the hundreds of South Asian and Arab men imprisoned nationwide since September 11 have claimed the vast majority are, like Qayyum, neither criminal nor especially savvy.



## Faubourgs et banlieues mondialisées

EN BANLIEUE

### Avis aux braqueurs maladroits

par Serge Quadruppani

Chacun sait que la justice est égale pour tous. Donc le verdict de Douai est une bonne nouvelle pour les braqueurs maladroits peu doués pour leur métier et qui, pris de panique, seraient amenés à tirer vers le pare-brise d'une voiture de police: s'ils tuent d'une balle en pleine tête un flic, ils n'écoperont que de trois ans avec sursis, comme le flic de Douai, qui a eu droit à ce verdict clément parce qu'il n'était pas doué pour faire le flic et qu'il s'est affolé et qu'il a tué un jeune, "honnête garçon" selon les critères mêmes de l'avocat du policier (parce que les pas honnêtes...?).

Derrière mon ordinateur, je choisis l'ironie. A Lille Sud, des jeunes choisissent la rage. Mais "choisir" n'est pas le bon mot. Pour avoir d'autres choix, pour sortir de l'impuissance, il faudra trouver, si possible ensemble, comment combattre l'installation progressive en Europe d'une société de type argentin (et que les Etats-Unis mêmes ont déjà largement développée), où, avec la complicité apeurée des classes moyennes, police et justice consacrent de plus en plus de leurs forces à maintenir les classes pauvres (et en particulier leur jeunesse) dans la ségrégation et la soumission, par une pression toujours plus brutale et une répression toujours plus aveugle.

<[http://listes.samizdat.net/wws/info/infozone\\_](http://listes.samizdat.net/wws/info/infozone_)> 5 juillet 2002

*GENES -- 19, 20 et 21 juillet 2001. Multitudes en marche contre l'Empire*, 336 pages, format 15x21, illustré (noir et blanc), Prix : 16 Euros en librairies (mi juin), 14 Euros en vente directe, franco de port. Vous pouvez utiliser le formulaire sur <http://www.samizdat.net>

### **RETOUR DE GÈNES, RETOUR SUR GÈNES UN LIVRE POUR RACONTER LE MOUVEMENT PAR SAMIZDAT.NET**

“Dans la capitale ligure elle-même, il existe un chant traditionnel, polyphonique, celui des dockers qui, une fois le labeur terminé, font trallalà, trallalà en chœur dans les bars. Gênes, des choses et d'autres, des voix et des sons. Durant les jours du G8, avant, pendant et après la catastrophe, un gigantesque trallalero a retenti dans toute la ville. Des centaines de milliers de manifestants, des femmes, des hommes et des enfants, qui hurlent tantôt de panique, tantôt de bonheur, tantôt de colère; des forces militaires qui cognent leurs matraques tantôt sur leurs boucliers, tantôt sur la gueule qui passe à leur portée; des commentaires idiots mais énoncés doctement; des idées de transformation avancées à voix basse, des histoires, des prières, des chants” [1].

Du 19 au 21 juillet 2001 se réunissait à Gênes le G8, dans une Italie qui venait tout juste de passer sous le contrôle d'une coalition de droite, sous la direction du très controversé Silvio Berlusconi, rassemblant aux côtés de Forza Italia (le parti du cavaliere), les “post-fascistes” de l'Alleanza nazionale, les “séparatistes” xénophobes de la Ligue du Nord, plus quelques restes de la vieille Démocratie chrétienne. Un sommet du gouvernement autoproclamé du “Monde” qui s'annonçait aussi d'emblée comme un enjeu majeur, tant pour le pouvoir qui -- après les contre-manifestations massives de Seattle, Pragues, Davos, Nice, Québec ou encore Göteborg -- doit absolument faire une démonstration de force politique aux yeux du monde et imposer sa suprématie; que pour la contestation de la mondialisation néolibérale qui ne peut que saisir cette nouvelle occasion d'être acteur -- tout à fait indésirable -- d'un processus de transformation sociale globale que l'on tente d'imposer “par le haut”. Mais le rendez-vous de Gênes s'annonce aussi comme bien plus que cela. Il ne pouvait de fait que marquer, à plus d'un titre, un tournant pour le mouvement dit “anti-globalisation”, et clore ainsi un cycle de luttes et de mobilisations initié quelques années auparavant (1999) avec les journées de Seattle [2]. Tout d'abord parce que les sommets futurs des organismes internationaux de pouvoir (Forum économique, Organisation mondiale du commerce, G8, etc.) offriront probablement, de par leur

localisation, bien moins prise à des mobilisations de masse internationales: ne parlait-on pas dès l'approche de Gênes d'un prochain sommet du G8 dans les Rocheuses canadiennes [3] ou d'une session de l'OMC au lointain Qatar. Ensuite, et surtout, parce que le mouvement lui-même -- à partir de Seattle -- a produit des parcours collectifs qui ne peuvent être indéfiniment reproduits de façon mécanique: que ce soit l'effet de surprise du processus coopératif des multitudes qui s'est vérifié à Seattle, ou encore l'agrégation affinitaire dans l'action collective qui est apparue à Prague, aucun de ces "modèles" ne s'est répété à Gênes où, qui plus est, le mouvement s'est particulièrement confronté à la force brute de la violence du pouvoir d'État. C'est dans cet état d'esprit que nous avons pris la route pour Gênes. Nous, c'est-à-dire des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, de syndicalistes, de militants associatifs, d'activistes divers et variés, de féministes, de religieux, de "casseurs", de pacifistes, etc. Des dizaines de milliers d'individus, venus des quatre coins de la planète, qui ont investi dans cette sorte de nomadisme de la contestation leurs parcours, leurs expériences, leurs affects, leurs espérances et leur rage. Les multitudes du "peuple de Seattle", qui s'étaient transformées au fur et à mesure en "peuple de Prague", "peuple de Québec" ou "peuple de Göteborg"... et qui s'est fait "peuple de Gênes". C'est que nous avons voulu raconter dans ce livre. Le récit de cette histoire en train de se faire. Car, plus encore que des raisons purement "politiques", l'envie de faire un livre "sur" Gênes tient surtout au fait que ceux d'entre nous qui y ont participé d'une façon ou d'une autre -- qui étaient à Gênes et qui ont participé à la mobilisation avant -- n'oublieront jamais ces journées incroyables, et **ne peuvent se retrouver dans les interprétations médiatiques et/ou idéologiques qui, après coup, tentent d'occuper l'espace imaginaire et subjectif.** De par le travail réalisé par les réseaux de communication alternatifs (en particulier autour de samizdat, du réseau Indymedia ou de Carta en Italie), qui d'autre que "nous" finalement dispose de la "matière première" pour raconter Gênes sans autre prétention que de donner la parole à des acteurs de ce mouvement, sans d'autre prétention que de restituer du vécu, de la subjectivité, du désir ou de la rage, et une diversité d'expressions politiques. Qui d'autre pouvait envisager de livrer les sources de cet instant d'histoire mineure à l'intelligence collective des sujets sociaux, loin de toute reconstitution apocryphe ou mythologique [4].

"Donner corps à la polyphonie des multitudes de l'Empire", comme nous l'avions annoncé avant Gênes [5]. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Parler avec dix mille voix, raconter de cent mille façons, construire un point de vue politique riche de la diversité de nos points de vue. Cet ouvrage est donc d'abord un recueil de documents du mouvement et de récits à la première personne. Des textes qui sont tout autant les minuscules "dépêches" que nous diffusons à chaud [6], les appels des différentes composantes du mouvement de Gênes, que les insatiables paroles écrites de ceux d'entre nous (et d'autres, tant d'autres) qui ont ressenti le besoin de dire dans les jours ou les semaines qui ont suivi ce qu'ils ont vécu à Gênes. Des images aussi, qui saisissent ces fragments instantanés infimes de ce à quoi nous avons assisté et participé. Peut-être faut-il, pour conclure et pour lever toute ambiguïté, justifier aussi certains choix. Nous n'avons, bien sûr pas "tout" publié : comme pour n'importe quel ouvrage, il fallait trier, sélectionner et organiser une importante quantité de matériaux disponibles en particulier sur les mailing lists et les sites web du mouvement. Ces choix sont bien sûr parfaitement subjectifs. Nous avons cela dit cherché à respecter au maximum les diverses sensibilités qui se sont exprimées, indépendamment de nos propres proximités ou engagements politiques personnels ou collectifs. Répétons-le: la qualité du débat dans le mouvement nous importe plus que les "vérités" hâtives. C'est pourquoi aussi, loin d'esquiver le débat sur la "violence" dont ont fait usage une partie des manifestants, ou sur les "provocations policières", nous avons par contre écarté les prises de positions par trop polémiques et réductrices, préférant illustrer la diversité -- et éventuellement les oppositions -- de points de vue et de logiques, et les livrer ainsi à la réflexion collective. C'est dans cette logique que samizdat.net avait déjà, dans le feu de l'action, accordé une certaine place aux prises de positions de diverses composantes du "Black Block", tout comme à celles des composantes pacifistes et non-violentes, des "Tute Bianche" ou encore des "sorcières féministes" comme Starhawk. Polyphonies, encore... [7] Enfin, comment conclure sans avoir une pensée pour Carlo Giuliani, tombé sous les balles de la police de l'Empire, et aux centaines et centaines de blessés, torturés, frappés, interpellés, emprisonnés, pour être venu exprimer leur conviction qu'un autre monde, un monde fait d'autres mondes, est nécessaire et possible.

Mars 2002

[1] Thomas Lemahieu, Trallalero genovese - Polyphonies génoises, août 2001.

Très beau récit à plusieurs voix, publié sur le site web *Périphéries*:

<<http://www.peripheries.net/i-genes.htm>>

[2] Sur Seattle voir: *Starhawk, Comment nous avons bloqué l'OMC.*

<[http://infos.samizdat.net/article.php3?id\\_article=72](http://infos.samizdat.net/article.php3?id_article=72)>

[3] Le prochain sommet du G8 aura effectivement lieu à Kananaskis, localité isolée dans les Montagne Rocheuses (genre Davos en moins accessible), près d'Ottawa au Canada.

[4] Qu'il s'agisse, par exemple, des inepties mensongères d'une Susan Georges qui reprend le refrain complotiste sur les "casseurs manipulés par la police", ou l'imbécillité paranoïaque d'une partie de l'ultra-gauche parisienne qui dénonce avec hargne la "trahison réformiste" de tous et verse dans un douteuse éloge de l'émeute.

[5] Voir notre texte: samizdat.net, "Donner corps à la polyphonie des multitudes de l'Empire", repris dans cet ouvrage.

<[http://hns.samizdat.net/article.php3?id\\_article=92](http://hns.samizdat.net/article.php3?id_article=92)>

[6] Voir en particulier le web de samizdat (Hacktivist News Service) et le Temporary News Engine mis en place au moment de Gênes.

[7] Le lecteur attentif remarquera aussi que nous n'avons pas cédé à la tentation, contrairement à d'autres, de noyer la "leçon gênoise" dans le trauma du 11 septembre. "Apocalypse New York" marque très certainement un tournant dans la politique de l'Empire (le passage à l'état de guerre permanent), mais n'oblitére en rien la nécessité d'une évaluation du parcours collectif des multitudes de Seattle à Gênes. Sur les évaluations du 11 septembre et de ses effets collatéraux, voir :

<[http://infos.samizdat.net/rubrique.php3?id\\_rubrique=24](http://infos.samizdat.net/rubrique.php3?id_rubrique=24)>

*Multitudes* 21 juillet 2002

### ARC ÉLECTRIQUE

Nous avons passé (*ggb* 7, avril 2002) un texte, non signé, qui donnait une explication cohérente et rationnelle de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, le 21 septembre 2001, qui fit 30 morts et d'innombrables blessés et sans-abris. Il proposait, sur la base de l'existence avérée mais officiellement niée de **deux** explosions successives, espacées de 2 à 3 seconde, l'existence d'une première explosion sur le site de la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs, travaillant pour la Défense, donc couverte par le secret du même nom), endommageant l'usine électrique de l'entreprise, créant des arcs électriques à longue distance qui ont fait sauter le nitrate stockés dans l'usine AZF.

On a parlé aussi d'un attentat, avec un ouvrier islamiste, retrouvé mort, avec des vêtements portés par les kamikazes dans ce genre d'occasion, puis la nouvelle s'est dissipée.

De tout cela, rien dans les journaux. La justice se prononce pour un accident, sans apporter le moindre élément qui le prouve. La thèse de la justice fait rigoler tout le monde dans le secteur de la chimie. Dans son numéro du 3 juillet 2002, *Le Monde*, est obligé de dire, en petits caractères: "Le personnel de l'usine penche lui pour la thèse de l'attentat". Dans certains milieux ex-dirigeants, socialistes, on semblait aussi accrédiiter cette thèse, que le gouvernement Jospin aurait choisi d'ignorer pour ne pas avoir à en supporter les conséquences dans le cadre de la soudaine mode américaine de l'anti-terrorisme.

Or dans ce même numéro, un journaliste du *Monde* rend compte de sa visite à Toulouse. Il apporte le témoignage d'un chef de chantier d'AZF qui travaille depuis 30 ans dans la chimie: "Le chlore [c'est la thèse officielle], c'est de la foutaise. il n'y en a jamais eu ici." Il est absolument formel. Il ajoute qu'il est certain d'avoir entendu "une double explosion" et discuté avec deux ouvriers "**collés à la rambarde**" par une **décharge électrique**, quelques seconde avant la catastrophe.. Donnons la fin de l'article:

"En face, il montre les installations de la société nationale des poudres et explosifs (SNPE): «C'est un attentat, confie-t-il. C'est la poudrerie qui était visée. Après les tours du World Trade Center, il fallait toucher l'Europe. Et la SNPE, c'est le seul endroit où l'on fabrique le carburant de la fusée Ariane». Un transformateur, selon lui, aurait explosé en premier. «Et nous, on a pris 60.000 volts. Vous savez, le nitrate, c'est très conducteur...»

Le groupe pétrolier Grande Paroisse a effectué une enquête interne qui aboutit à des conclusions identiques, rejetant la thèse d'un déversement de chlore, pour lequel il n'existe absolument aucun témoignage. Pour cette enquête interne, "l'explosion aurait été consécutive à des «désordres électriques importants constatés plusieurs secondes avant l'explosion du magasin 121". Le rapport des flics (SRPJ) écarte cette thèse en disant qu'elle "évite d'engager la responsabilité de l'entreprise". Les flicards ont été jusqu'à perquisitionner au siège parisien de Grande Paroisse pour saisir les documents des enquêteurs de la boîte. On nage donc en plein délire policier qui a décidé dès le début et une fois pour toute que l'accident est dû à la négligence de l'entreprise AZF, qui a fonctionné sans incident pendant plus de 30 ans... Elle a traité les survivants de l'usine comme du gibier de potence. Surtout, mettre en cause un établissement de la Défense nationale, fournisseur d'Ariane, relève d'un tabou infranchissable. Des intérêts politiques et financiers colossaux s'y opposent.

La façon même dont est traitée cette affaire soulève toutes sortes de questions parfaitement légitimes. Les autorités se sont comportées comme si leur première mission était de cacher la cause réelle de cet effroyable accident. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle se sont, une fois de plus, totalement déconsidérées, et que le révisionnisme à chaud est un besoin vital pour les victimes qui sont ainsi frappées deux fois, par le drame, et par le mensonge d'Etat.

## SUPPOSITION

Faites une supposition.

Vous êtes un militant faf moyen, vous fréquentez beaucoup (peut-être un peu trop) d'officines plus ou moins nationalistes et identitaires, vous avez un petit côté provocateur rigolo et cynique mais n'êtes aucunement un hooligan, vous êtes un peu mytho mais pas violent, vous n'avez pas de plan de carrière très défini (un peu étudiant, un peu agent de sécu, un peu chauffeur de maître à temps partiel ? c'est vague et invérifiable tout ça) mais apparemment pas de problèmes d'argent (au contraire), vous avez envie de tout plaquer, l'actualité récente vous a filé un coup de blues, vous êtes psychologiquement un peu flottant...

Vous me suivez ?

Des gens prennent contact avec vous. Des camarades, on dirait. Mais ce sont des gens solides et importants. Les services secrets, bien sûr. Qu'ils s'intéressent à vous ragailardit votre ego endolori. Ces types s'ouvrent à vous, vous flattent dans le sens du poil. Ils ont besoin de gens comme vous car ils partagent vos idées, qu'ils disent. La hiérarchie policière est écoeurée de la bougnoulisation du pays, des élections truquées, de la campagne totalitaire qui a eu lieu en mai dernier, de la dictature sioniste, de l'escroc qui siège à l'Elysée, ça ne peut plus durer, il faut passer à l'action, les militaires sont prêts à bouger, ils n'attendent qu'un signe, ils seront tous là le 14 juillet, jour de révolution, de bal et de feu d'artifice...

Ils vous disent : tu vas entrer dans l'histoire, tu as rêvé d'être la star, fais signe à tes amis de se tenir prêts devant leur TV, ils comprendront que le jour J est arrivé et rejoindront dans l'heure les comités de salut public en formation (vas-y Petit Poucet, sème sur Internet les petits cailloux blancs qui permettront de remonter la piste des horribles Néo-Nazis). Quoi qu'il arrive tu es couvert, et tu toucheras de quoi t'acheter une belle maison en Bourgogne et y passer le reste de ta vie dans l'oisiveté.

Ils vous persuadent qu'à 50 m vous ne pouvez rater votre homme, deux heures d'entraînement suffisent, la 22 est une arme redoutable, c'est bien connu des spécialistes, c'est celle de tous les tireurs de précision (comme vous ne connaissez rien aux armes vous gobez tout). De toutes façons vous n'êtes pas seul, d'autres tireurs d'élite vont y aller aussi, le service d'ordre à l'angle de l'av. de Friedland a ordre de laisser passer les porteurs d'étuis de guitare (en temps normal ce serait évidemment exclu), en particulier celui-ci (étui luxe pour Gibson SG, de fabrication américaine, en vrai peau de porc à doublure satin pourpre, qui à lui seul coûte presque aussi cher qu'une carabine chez Kettner).

Vous me suivez toujours ?

Maintenant, réfléchissez un peu aux énigmes suivantes.

\*Les premiers flashes radio sur l'affaire n'ont pas fait état de coup(s) de feu, ont juste signalé un incident, l'interpellation d'un individu en possession d'un étui à guitare contenant une carabine. (Parenthèse: c'est souvent dans les premières minutes que la vérité se dévoile, après elle est noyée sous le commentaire, les manipulations et les faux témoins. Exemple: le 11 septembre 2001, où on a d'abord parlé de l'explosion d'un camion piégé à une entrée du Pentagone, puisque personne n'avait vu d'avion à ce moment-là et pour cause).

\* Dans la journée, les télévisions ont passé une curieuse séquence montrant la voiture de Chirac abordant les Champs-Élysées: on y entend distinctement DEUX coups de feu successifs qui sonnent étrangement faux: sonorité de tir de foire, détonations **trop** rapprochées pour une arme non automatique (montage hâtif de samples ? FR2/FR3 ont voulu trop bien faire ?).

\*Le soir et le lendemain on nous a montré deux étranges témoins (un Alsacien et un Arabe, aux physiques franchement barbouzards - l'Alsacien Weber serait infirmier psychiatrique, comme c'est curieux) qui, eux, n'ont parlé que d'un **seul** coup de feu, version qui s'est généralisée dans la presse dès lundi.

\*A ce compte, on a lieu de supposer qu'il n'y a pas eu du tout de coup de feu. Chirac n'a rien entendu. On ne nous a montré aucun impact, ni sur la voiture ni au sol, ni sur les façades de l'autre côté.

\* Quand un **vrai** attentat a lieu, c'est la panique, des gorilles qui se précipitent de partout, couvrent de leur corps la cible présidentielle (cf. Kennedy à Dallas). Là : il ne se passe rien, **rien**. On n'a jamais vu un attentat aussi furtif !

\*A en croire les témoignages, les bizarres "touristes" qui ont bloqué Maxime Brunerie l'ont immédiatement remis à des agents des RG qui se trouvaient juste derrière. Si vous étiez le courageux touriste qui ceinture l'auteur d'un crime gravissime, vous le laisseriez s'en aller avec les premiers civils venus ?

\*Les poulets des RG remettent ensuite M. Brunerie à des CRS en uniforme. Par "miracle", la scène est filmée par les caméras de la société de production de MM. Azoulay et Grimblat (spécialisée de son propre aveu dans les feuilletons anti-FN) qui étaient "providentiellement" braquées sur ce lieu précis... Yahvé fait des miracles.

\*Vous connaissez la suite: le suspect claquemuré en psychiatrie, ce qui est le meilleur moyen de couper court aux petits problèmes de délai de garde à vue, de contacts avec un avocat, de fuites depuis un cabinet d'instruction...

Prochain épisode: un suicide depuis le 4e étage d'un centre de soins ?

Je me borne à énoncer des hypothèses (qui laissent beaucoup de questions ouvertes). Mais si les flics qui nous lisent tiennent à m'interviewer, j'aurai alors des bonnes raisons de supposer qu'elles ont un fond de vrai.

Faite une sauvegarde de cette page (on ne sait jamais) et relisez vos journaux des trois jours passés. Il faut toujours se poser des questions, ça fortifie le cerveau.

Votre bien attentionné

NORMAL+, 17 juillet 2002

<http://www.unite-radical.com/forum/read.php?f=1&i=11704&t=11704>

#### DES LECTEURS DISENT

"Dans une autre optique *La Gazette du Golfe et des banlieues*, dans son numéro 1, octobre 2001, nouvelle série, disponible sur le site de l'Association des Amateurs de Récits de Guerres et d'Holocauste (l'Aaargh) du grand réseau informatique mondial, prend résolument parti pour les Palestiniens contre les Israéliens. On peut y lire par exemple ces lignes : « Dans un premier temps, nous disons : NON À LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE. Mais quand elle sera au seuil de notre porte, il faudra bien accepter la guerre qu'on nous impose et se battre contre la tyrannie des États-Unis. Dans cette lutte, toutes les alliances deviendront possibles. » (page 3). Les deux fois c'est nous qui soulignons «dans un premier temps», tous sont contre la guerre dans un premier temps, mais dans un deuxième tous l'acceptent ! Plus loin, on lit : «Que ceci soit l'occasion pour nous de dire que si nous soutenons la lutte des mouvements palestiniens de gauche, laïques, ou centristes-démocrates et modérément musulmans, nous soutenons exactement de la même façon les mouvements de résistance islamistes parce que ce sont eux qui sont en première ligne, eux qui se battent pendant que les autres bavardent ou négocient dans les palaces internationaux et qu'à certains moments, s'ils n'étaient pas là, la volonté de résistance des masses palestiniennes ne trouveraient plus aucune expression authentique et populaire» (page 45). C'est encore nous qui soulignons l'énormité (41). Déjà Pierre Guillaume terminait un de ses tracts en écrivant « Allah Akbar » !"

(Dis)continuité, n°14, mai 2002, page XXIX.

Cette revue bordiguiste a une adresse: Bochet, 5 rue Jacques Brel, 87800 Nexon, France.

NN

Envoyez des "bagels sacrés" (*holy bagels*) aux braves pioupious de l'armée israélienne:  
<<http://www.themakolet.com>>

L'association russe "Solidarité contre la guerre en Tchétchénie":  
<<http://chechnya.solidarity.users.btopenworld.com/menu.html>>

Site de nouvelles quotidiennes sur l'ensemble des pays arabes. Très bien fait.  
<<http://www.arabicnews.com/ansub/>>

Tous ceux qui léchaient le cul de Messier  
<<http://www.homme-moderne.org/plpl/l0207/>>

Pour acheter le CD du centre Simplet Wiesenthal  
*Digital Hate 2002* qui recense "3000 sites haineux"  
<[http://www.wiesenthal.com/store/store\\_det01.cfm?ProddId=1276&m=1419L1558577s&src=xx](http://www.wiesenthal.com/store/store_det01.cfm?ProddId=1276&m=1419L1558577s&src=xx)  
>

=====  
In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.  
Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<  
Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<  
If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<